



BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 7 – Janvier 2008



IRIS

EDITIONS



LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Janvier 2008

Tous droits réservés

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 36 15 – F 02/800 38 06

email cservaty@mrbc.irisnet.be

© 2008 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 36 15 – F 02 800 38 06

Editions IRIS – D/2008/6374/172



9 789078 580010

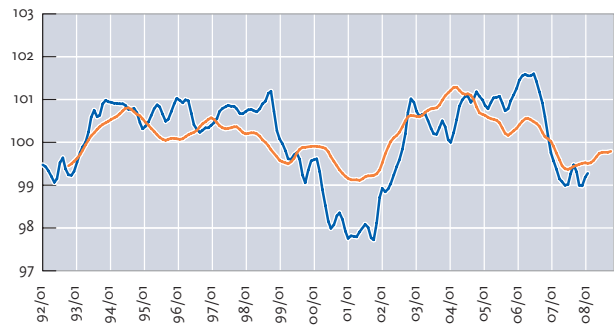
ISBN 9078580011



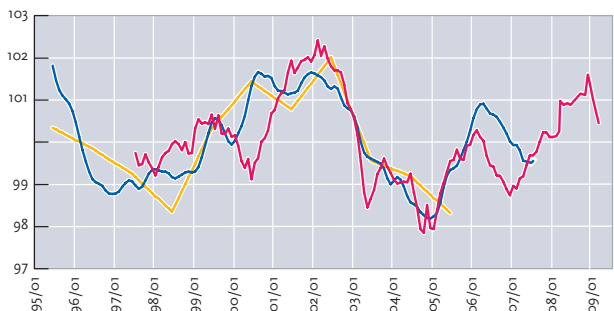
Table des matières

RÉSUMÉ	4
1. INDICATEURS CONJONCTURELS À BRUXELLES	5
1.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique	5
1.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique	5
1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail	7
2. TABLEAUX DE BORD	8
2.1. Contexte international	8
2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux	12
2.3. L'économie bruxelloise	15
2.4. Marché du travail	17
2.5. Recherche et développement	21
2.6. Environnement	22
3. PERSPECTIVES RÉGIONALES À L'HORIZON 2012	25
3.1 Le projet HERMREG	25
3.2 Evolutions macroéconomiques	26
3.3 Evolutions par branche d'activité	27
3.4 Population et marché du travail	28
3.5 Conclusion	30
4. CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES	31

Cycle conjoncturel du chômage



Cycle conjoncturel du PIB régional



Prévisions à trois mois

Composante conjoncturelle du chômage	
Chômage DEI	
Composante conjoncturelle de l'activité économique	

Les estimations et commentaires se basent sur les informations disponibles en date du 15 décembre 2007, sauf mention contraire.

Résumé

- La croissance économique mondiale pour 2007 a quelque peu été révisée à la baisse par les grandes institutions internationales suite à la persistance de la crise financière aux Etats-Unis et à sa contagion sur les principaux pays d'Europe. Les pays émergents constituent toujours le moteur de la croissance mondiale principalement à travers leurs exportations. Pour 2008, les projections du Fonds Monétaire Internationale (FMI) tablent sur un chiffre de 4,8%. Toutefois, les perspectives mondiales pourraient encore s'assombrir avec la persistance de la crise financière, les pressions inflationnistes et la faiblesse du dollar. Au sein de la zone euro, les dernières prévisions d'Eurostat font état d'une croissance de 0,7% au troisième trimestre 2007 contre 0,3% au deuxième. Malgré ce rebond conjoncturel, les principaux indicateurs européens de confiance sont clairement orientés à la baisse. Par contre, le chômage a à nouveau reculé au cours du troisième trimestre pour atteindre 7,3% en octobre dernier.

- Les prévisions de 2,5% de croissance de l'activité économique en Belgique pour 2007 ont été revues à la hausse. La croissance du PIB devrait avoir atteint 2,7% en 2007 selon le Budget économique d'octobre de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Néanmoins, les observations pour les troisième et quatrième trimestres 2007 indiquent un léger ralentissement. En 2008, une croissance du PIB de 2,1% est prévue. Cependant, la crise des crédits aux Etats-Unis et la crise politique belge constituent des facteurs d'incertitude sur les prévisions de croissance de 2007 et 2008. D'après l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), les exportations belges devraient continuer à perdre du terrain sur les marchés extérieurs en 2007 et 2008 mais de manière moins forte qu'en 2006. Quant à la croissance de la demande intérieure, elle devrait passer de 3% en 2006 à 3,2% en 2007 grâce à la consommation des ménages et aux investissements. En 2008, la progression du pouvoir d'achat devrait être freinée par la diminution des créations d'emplois et par l'accélération de l'inflation. Néanmoins, l'épargne devrait continuer à diminuer et la consommation à augmenter. Quant aux investissements, en 2008, ils devraient continuer à dépasser la croissance du PIB mais seraient en recul par rapport à 2007.

- Alors que l'indicateur de l'activité économique de la Région de Bruxelles-Capitale connaissait un nouveau fléchissement dans la dernière édition de ce baromètre, la situation a évolué de manière plus positive au début du second semestre 2007. Sur l'ensemble de l'année 2008, l'indicateur avancé de la conjoncture reste orienté à la hausse, comme dans les précédentes ver-

sions de cette publication. Cela laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir à Bruxelles. A plus longue échéance, au début de 2009, on pourrait néanmoins voir apparaître un recul conjoncturel dû au contexte international plutôt défavorable, et peut-être au contexte politique belge difficile. Ce possible retournement restera à vérifier dans les prochaines éditions du baromètre.

- Le premier exercice de projection à moyen terme réalisé dans le cadre du projet HERMREG a permis récemment de répartir régionalement certains résultats des perspectives économiques 2007-2012 du BFP (Bureau fédéral du Plan). Les grandes lignes qui en ressortent sont présentées dans un chapitre de cette édition du baromètre et se résument comme suit. Estimée à 2,4% en 2006 et 2,2% en 2007, la croissance économique bruxelloise devrait avoir bénéficié du regain de croissance économique (estimé en mai par le BFP à 3,0% et à 2,3% pour la Belgique) favorisé par un environnement international porteur. De 2008 à 2012, le scénario national prévoit un retour progressif à la croissance économique potentielle. Pour la RBC, cela signifierait un retour à une croissance du PIB légèrement plus modeste aux environs de 1,8% en moyenne. Comme par le passé, la croissance économique bruxelloise continuerait à se traduire par des gains de productivité plus importants (+1,8% dans le secteur marchand) que dans les autres régions (+1,3%) mais par une moindre création d'emplois sur son territoire (+0,2% contre +0,9%). Néanmoins, les résidents bruxellois pourraient bénéficier de disponibilités d'emplois supplémentaires en raison de la bonne tenue du marché du travail en Flandre et de la diminution des navettes qui en découlerait. Dès lors, dans un contexte socio-démographique marqué par une croissance ralentie de la population active, il est permis d'entrevoir une baisse du taux de chômage, jusqu'à près de 18% pour les cinq années à venir. Néanmoins, afin de bénéficier de ce mouvement potentiellement favorable à moyen terme, l'inadéquation des qualifications sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale devrait continuer à faire l'objet d'une attention particulière.

- Au niveau du marché du travail bruxellois, alors qu'au cours du premier semestre 2007, le nombre de demandeurs d'emplois inoccupés (DEI) était en baisse, celui-ci a rebondi au troisième trimestre. Le dernier trimestre 2007 ne s'annonce guère plus favorable. Pour le premier semestre 2008, l'évolution conjoncturelle marque une reprise à la hausse du nombre de DEI laissant présager une légère progression du chômage ou, tout au moins, une stabilisation.

I. Indicateurs conjoncturels à Bruxelles

I.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique

L'indicateur composite de l'activité économique permet de refléter l'évolution actuelle de l'activité dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cet indicateur est basé sur des données mensuelles. La disponibilité sur une période plus récente de cet indicateur "coïncident" permet de prolonger le cycle conjoncturel du produit intérieur brut (PIB) régional jusqu'en août 2007.

Afin de calculer cet indicateur, nous utilisons les composantes conjoncturelles des secteurs qui présentent l'évolution cyclique la plus semblable à celle du PIB régional. La production dans la Région de Bruxelles-Capitale est fortement spécialisée

dans les services et cet indicateur "coïncident" a été construit de façon à refléter cette structure tertiaire de la région. L'indicateur agrège les évolutions conjoncturelles du chiffre d'affaires provenant de cinq activités tertiaires, à savoir, le commerce de gros, le transport urbain et routier, les postes et télécommunications, les activités informatiques et, enfin, les services aux entreprises.

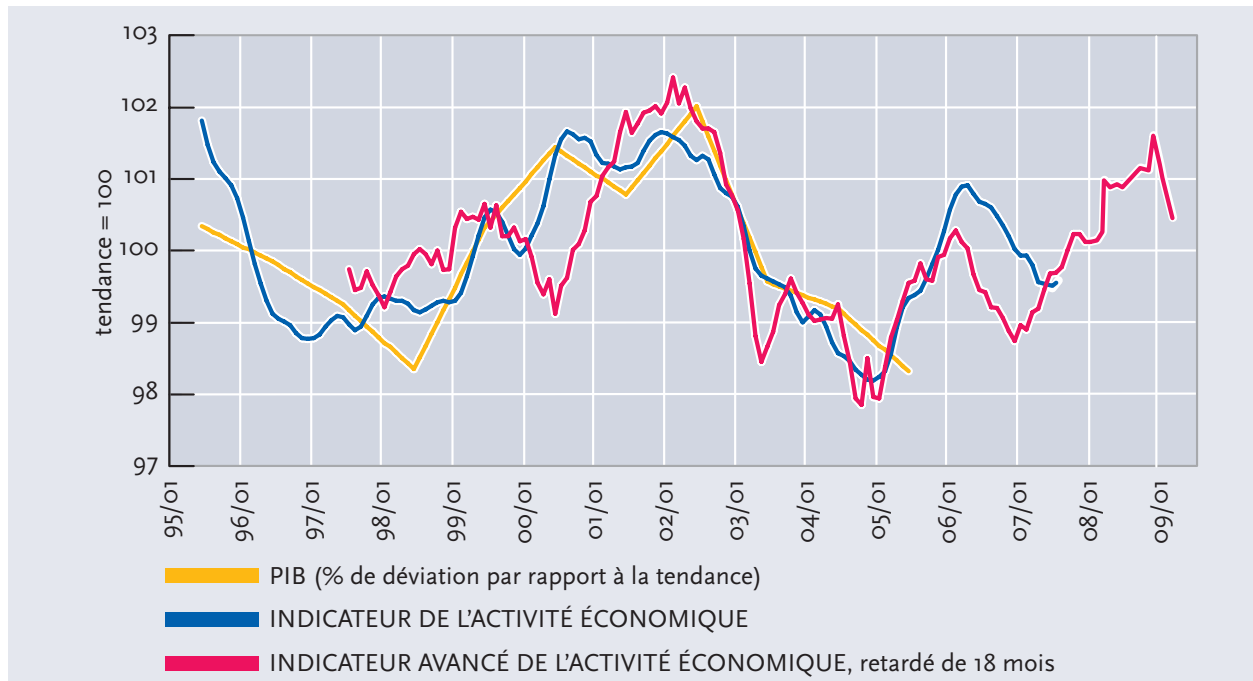
L'indicateur composite ainsi obtenu concorde bien avec le cycle conjoncturel du PIB de la région. Il peut donc servir de série de référence pour l'étape suivante qui vise à établir un indicateur avancé de l'activité économique.

I.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique

L'indicateur avancé de l'activité économique anticipe la série de référence de l'activité économique, à savoir l'indicateur "coïncident" construit précédemment, d'environ 18 mois. Il est construit sur base du cycle conjoncturel de deux séries qui présentent un caractère avancé par rapport à la série de référence. Il s'agit premièrement de la prévision des entrepreneurs du secteur des services aux entreprises concernant la demande générale, d'après l'enquête de la Banque Nationale de Belgique (BNB). Deuxièmement, l'indice des entrées de commandes dans l'industrie selon le SPF Economie est pris en compte. Ces séries ont été choisies car elles sont disponibles mensuelle-

ment et rapidement, elles sont pertinentes économiquement et elles ont un caractère précurseur. Les 18 mois d'avance de cet indicateur sur la série de référence semble relativement long mais reflètent raisonnablement le temps qu'une prévision de demande ou qu'une nouvelle commande se matérialise et se traduise in fine en une vente inscrite dans les déclarations de TVA. En théorie, le cycle de l'activité économique peut donc faire l'objet d'une prévision à plus d'un an. Néanmoins, la prudence dans l'utilisation de cet outil assez récent et la plus grande incertitude liée aux dernières observations nous invitent à nous focaliser en priorité sur l'évolution attendue pour le trimestre à venir.

GRAPHIQUE 1: Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE, BNB et calculs propres.

Le graphique 1 présente le cycle conjoncturel du PIB régional, l'indicateur "coincident" qui le reflète et l'indicateur avancé (décalé de 18 mois) qui l'anticipe.

On constate que les évolutions de l'indicateur avancé et de l'indicateur "coincident" de l'activité économique concordent. Le caractère avancé s'exprime particulièrement après l'année 2000. La relance de la croissance du PIB bruxellois des années 2000-2002 ainsi que l'important ralentissement jusqu'en 2005 sont bien représentés.

Selon les chiffres encore provisoires de 2005 de la comptabilité nationale, la croissance du PIB a connu une sérieuse diminution. Cependant, le ralentissement enregistré en 2005 est relativement moins marqué, en termes réels, en Région bruxelloise que dans le Royaume. En effet, d'une part, la Région se trouvait déjà en 2004 dans un creux conjoncturel plus profond que celui du Royaume, d'autre part, la reprise a eu lieu plus tôt à Bruxelles (dès le début d'année 2005) tandis que le retournement conjoncturel ne s'est opéré que vers la mi-2005 au niveau national selon la courbe synthétique globale de la BNB.

Ce net regain conjoncturel bruxellois reflèterait donc, comme on l'estime d'ailleurs au niveau national, une croissance du PIB importante en 2006. Dès le deuxième trimestre de 2006, la courbe conjoncturelle baisse à nouveau. En moyenne annuelle, la reprise se prolonge néanmoins jusqu'à la mi-2006. Conformément aux estimations nationales de PIB, la fin de l'année 2006,

voire le second semestre pour Bruxelles, se présente plutôt en demi-teinte.

Sur la base de l'indicateur avancé de la conjoncture, une reprise conjoncturelle était attendue dès le début de l'année 2007. Elle ne s'est cependant pas vue confirmée directement par l'indicateur "coincident" de l'activité économique. Après une pause au début de l'année 2007, celui-ci avait à nouveau fléchi jusqu'en avril 2007. Néanmoins, sur base des dernières données disponibles, il semble que cette fois-ci, la situation évolue de manière plus positive. En effet, notre indicateur a connu une stagnation de mai à juillet et semble même en légère augmentation en août de cette année.

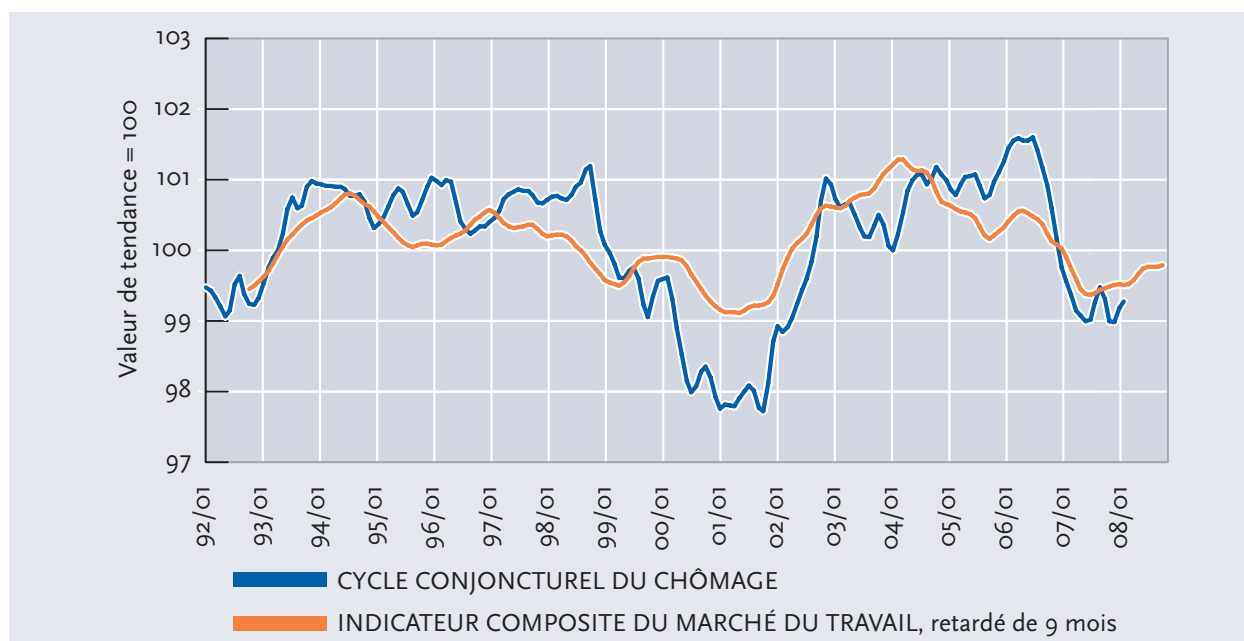
Sur l'ensemble de l'année 2008, l'indicateur avancé de la conjoncture reste orienté à la hausse, comme dans les précédentes versions de cette publication. Cela laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir à Bruxelles. L'économie de services bruxelloise pourrait en effet réagir plus tardivement au ralentissement, national et international, attendu en 2008. A plus longue échéance, au début de 2009, on pourrait néanmoins voir apparaître un recul conjoncturel. Il est possible, en effet, que l'évolution actuelle plutôt défavorable du contexte international, et peut-être le contexte politique belge difficile, aient récemment affecté la confiance des entreprises dans les services et les commandes dans l'industrie. Ceci pourrait se traduire en une baisse des ventes enregistrées au début de l'année prochaine. Ce possible retournement restera à vérifier dans les prochaines éditions du baromètre.

1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

Comme dans les précédentes publications, nous présentons ici l'indicateur avancé du marché du travail qui permet de prévoir l'évolution conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi à Bruxelles. Plus précisément, l'indicateur avancé du marché du travail est une estimation de la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale. Son caractère prévisionnel optimal est estimé à neuf mois. Il a été réalisé à partir de deux séries lissées et désaisonnalisées. La première est l'indice Federgon qui rend compte de l'évolution de l'activité intérimaire en Belgique, l'intérim étant

réputé réagir relativement vite aux changements dans la demande de travail. La seconde série est le nombre d'emplois vacants reçus et gérés par Actiris (anciennement Office Régional Bruxellois de l'Emploi – ORBEm) qui donne également un signal précoce de l'évolution de la demande. Cet indicateur joue ici le rôle d'une variable "proxy" de l'ensemble des offres régionales. Les dernières données récoltées pour les deux statistiques concernent le mois d'août pour le nombre de DEI ainsi que le nombre d'offres d'emploi reçues et gérées par Actiris, et le mois de juillet pour l'indice Federgon.

GRAPHIQUE 2: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source: Actiris, Federgon et calculs propres.

La composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emplois inoccupés dans la Région de Bruxelles-Capitale est présentée sur le graphique 2. Celui-ci compare ce chiffre avec notre indicateur avancé du marché du travail décalé de 9 mois.

Le premier semestre 2007 a été marqué par une baisse du nombre de demandeurs d'emplois (-1,5%). Le chômage est toutefois reparti à la hausse, au cours du troisième trimestre, comme le laissait présager notre

indicateur avancé. C'est parmi les moins de 25 ans que la hausse a été la plus sensible (+9,3%). L'augmentation a été également très forte pour les porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur (+5,2%). Pour le premier semestre 2008, on n'attend pas d'amélioration. On prévoit même une légère aggravation pour le premier trimestre avec une relative stabilisation pour le deuxième. En effet, l'indicateur avancé est clairement orienté à la hausse depuis le deuxième trimestre 2007, mais avec toutefois des niveaux inférieurs à ceux prévalant en 2006.

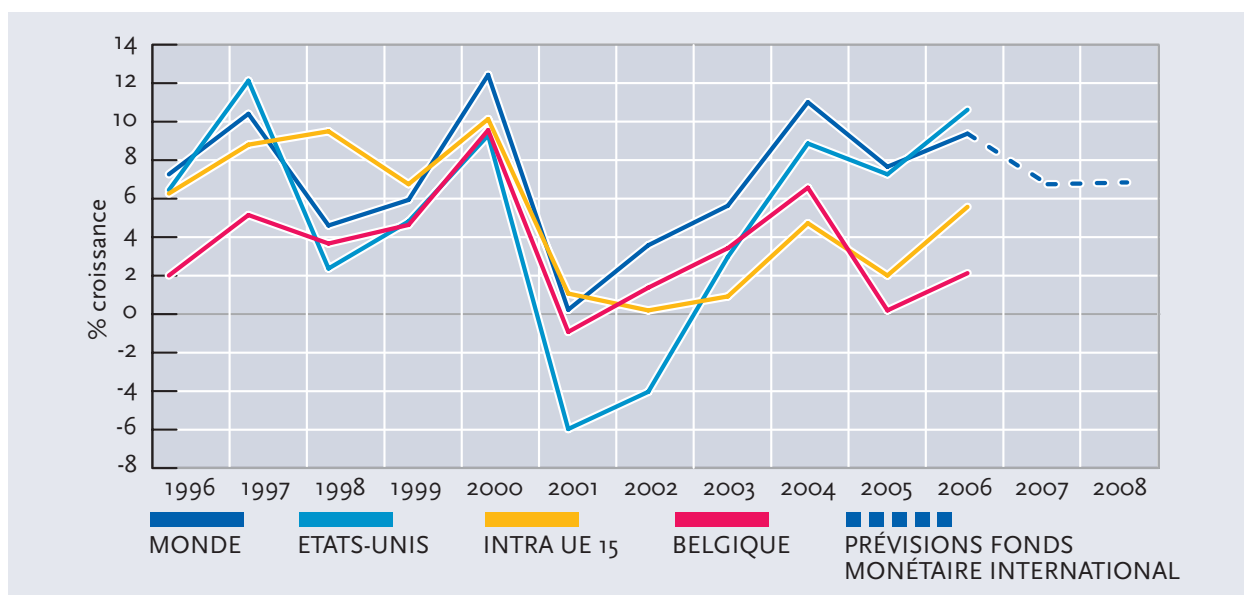
2. Tableaux de bord

2.1. Contexte international

Au cours du premier trimestre 2007, la croissance économique mondiale a été vigoureuse malgré le net ralentissement enregistré par les Etats-Unis. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance mondiale a été légèrement supérieure à 5%, soutenue par la croissance chinoise, qui pour la première fois a apporté la plus forte contribution, mais aussi, entre autres, par la Russie et l'Inde qui ont affiché des taux supérieurs à 8%. Pour l'année 2007, suite aux turbulences sur les marchés financiers internationaux, les projections du FMI, tout comme celles

de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), ont quelque peu été révisées à la baisse par rapport à juillet dernier. La croissance mondiale a ainsi été estimée à 5,2% pour 2007 et à 4,8% pour 2008. Malgré cette décélération, le commerce mondial se porte relativement bien et contribue fortement à alimenter la croissance des pays émergents, particulièrement en Asie du Sud-est. Il devrait ainsi ralentir et revenir aux environs de 6,7% en 2008 sous l'impulsion d'une perte de dynamisme des importations des pays industrialisés.

GRAPHIQUE 3: Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2007



Source: Eurostat, Banque Nationale de Belgique, OMC, Bureau of census, FMI.

Comme le souligne le dernier rapport du FMI¹, ces prévisions risquent d'être révisées à la baisse compte tenu des nombreuses incertitudes qui pèsent sur l'aggravation des tensions sur les marchés financiers et la dégradation de la demande intérieure aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en Europe et au Japon. La demande intérieure risque ainsi d'être affectée par la correction sur le marché immobilier américain, par la baisse de l'investissement résidentiel, le durcissement des conditions d'accès au crédit et par une réduction de la consommation. Par ailleurs, les tensions inflationnistes, impulsées par la hausse des cours des produits de base, encouragent à durcir les politiques monétaires des principales banques centrales. Le ralentissement américain pourrait toutefois atténuer la hausse des prix, mais à contrario un risque de surchauffe économique dans plusieurs pays émergents est à prendre en considération.

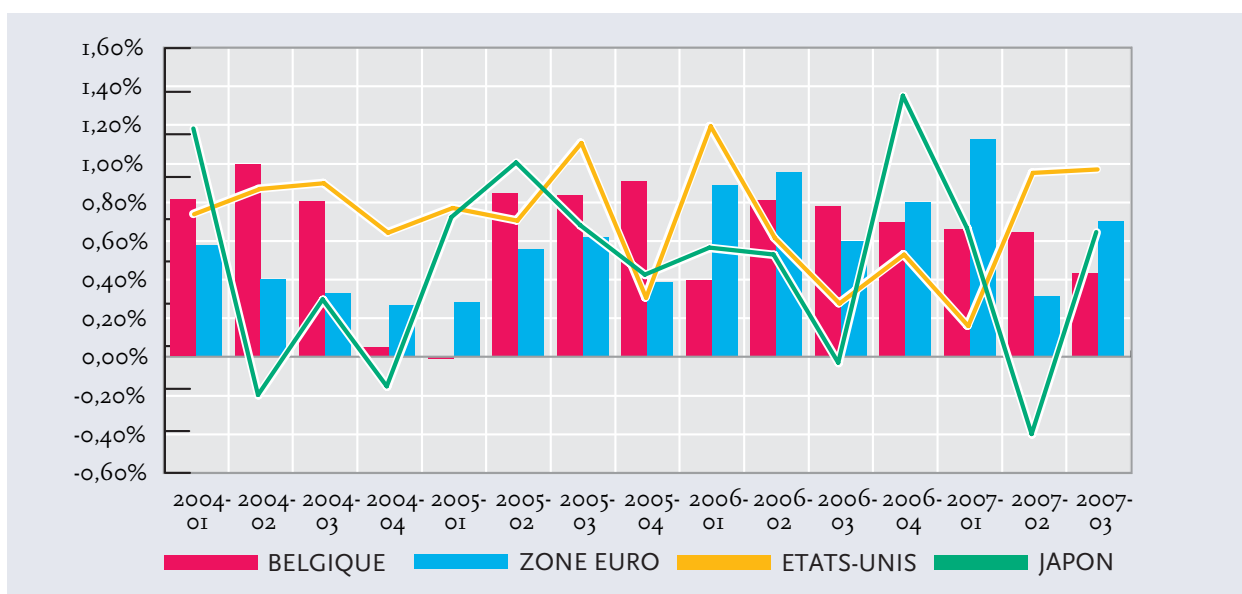
Aux Etats-Unis, alors que la croissance avait fléchi au premier trimestre 2007 (+0,2%), celle-ci a rebondi au deuxième trimestre (+0,9%), pour se stabiliser à 0,9% au troisième, soit à +2,6% sur une base annuelle. La contraction de l'investissement et particulièrement celui de l'investissement résidentiel (-0,1%) a pesé sur les chiffres du troisième trimestre. La persistance de la crise immobilière qui s'est trans-

formée en crise financière a induit un rationnement de crédit et a eu des effets négatifs sur la consommation des ménages. La Réserve fédérale (Fed) est ainsi intervenue à trois reprises pour soulager l'économie américaine au cours du second semestre 2007 (cf. infra). Par ailleurs, l'indice ISM (Institute for Supply Management) de l'activité industrielle qui mesure le sentiment des directeurs d'achats du secteur manufacturier, et qui est généralement considéré comme un indicateur avancé, a enregistré une baisse au mois d'octobre pour la quatrième fois consécutive. D'un autre côté, les exportations américaines sont restées bien orientées (+3,8%), réduisant ainsi le déficit courant. L'économie US a par ailleurs créé 94 000 emplois en novembre contre 170 000 en octobre mais le taux de chômage a quelque peu augmenté de 4,6% à 4,7%.

En dépit de cela, la croissance trimestrielle US reste supérieure à celle de la zone euro alors même que les Etats-Unis ont été plus sévèrement touchés par la crise financière. Les perspectives de croissance du FMI s'établissent pour 2007 et 2008 à 1,9% contre 2,8% prévu initialement pour 2008.

Au Japon, le PIB a progressé de 2,2% au troisième trimestre après avoir progressé de +1,5% au

GRAPHIQUE 4: Evolution trimestrielle du PIB en euros chaînés*



* Croissance à un trimestre d'intervalle, données désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires, année de référence 2000.
Source: Eurostat.

¹ Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007.

deuxième. Les exportations sont restées très dynamiques (+2,9%) et la demande intérieure s'est raffermie quelque peu de juin à septembre (+0,22% contre 0,45%). Par contre, les investissements ont continué à fléchir pour le troisième trimestre consécutif (-0,5%). Pour 2007, la croissance devrait avoisiner les 2% sous réserve d'une accentuation de la détérioration de la situation économique aux USA.

Pour la zone euro, la croissance au troisième trimestre s'est établie à 0,7%, ce qui correspond à 2,6% sur une base annuelle. Après une croissance soutenue au premier trimestre, la conjoncture écono-

Au cours du troisième trimestre 2007, les principales banques centrales des pays avancés ont injecté des liquidités pour faire face à la crise financière qui a entraîné davantage d'aversion sur le marché interbancaire. Réagissant à l'augmentation des risques qui pèsent sur la croissance, la Réserve fédérale américaine (Fed) a procédé à trois reprises à une diminution de son principal taux directeur de 0,5 point en septembre, de 0,25 point en octobre et décembre portant ce dernier à 4,25%. Au dernier trimestre, elle est également intervenue de façon concertée avec la Banque centrale européenne (BCE), les banques centrales britannique, canadienne et suisse en injectant des liquidités pour réduire les pressions sur le marché de financement à court terme. La baisse conjoncturelle de régime et les turbulences sur les marchés financiers plaident pour un assouplissement monétaire mais le risque de diffusion d'inflation des matières premières va dans le sens opposé. Globalement, les analystes tablent sur un relâchement monétaire dans les mois à venir.

Au sein de la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangé son principal taux d'intérêt à 4 % durant tout le dernier trimestre 2007. Tout comme la Fed, elle a procédé, via des prêts à des taux marginaux, à de nouvelles injections massives de liquidités pour un montant de 348,6 milliards d'euros. L'ampleur du montant illustre la forte demande du marché pour des liquidités. Par ailleurs, l'institut de Francfort fait face actuellement à un dilemme entre d'une part,

mique s'est nettement détériorée sous l'effet des retombées de la crise financière, du ralentissement américain et des prix toujours plus élevés du pétrole. En septembre, l'indice de confiance économique de la zone euro, qui exprime l'opinion des chefs d'entreprises et des consommateurs, a fortement reculé pour atteindre son niveau le plus bas depuis plus d'un an. De plus, l'indice de confiance des directeurs d'achat dans le secteur manufacturiers a atteint en octobre son niveau le plus bas depuis août 2005. Toutefois, les chiffres du marché du travail sont plus encourageant. En octobre, le taux de chômage de la zone euro était de 7,3%, soit son niveau le plus bas depuis 1993.

TABLEAU 1: Evolution du cours de change du dollar US par rapport à l'Euro

Dollars US par euro		
	Moyenne de la période	Fin de la période
2007-07	1,3716	1,3707
2007-08	1,3622	1,3610
2007-09	1,4227	1,4180
2007-10	1,4684	1,4407
2007-11	1,4675	1,4761

Source: BCE.

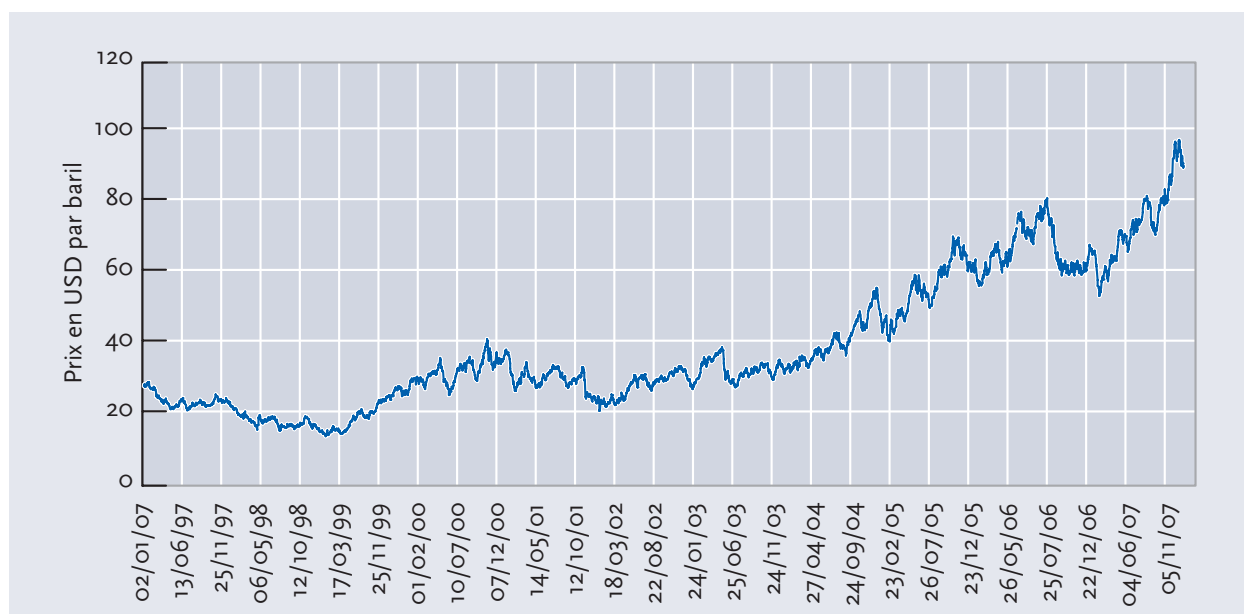
remonter les taux pour la neuvième fois consécutive pour lutter contre les pressions inflationnistes et d'autre part, le risque de freiner la croissance déjà ébranlée par le déclenchement de la crise des crédits immobiliers aux Etats-Unis. Les analystes s'attendent toutefois pour 2008 à un relâchement monétaire quand les pressions inflationnistes se seront affaiblies et que le ralentissement économique se fera sentir.

Sur le marché des changes, l'euro a continué sa progression durant tout le troisième et quatrième trimestres 2007. Il a ainsi battu à plusieurs reprises son propre record face au dollar, le dernier en date se situant à 1,4874\$ (moyenne journalière) le 27 novembre dernier. La barre symbolique des 1,5 dollar pour 1 euro ne semble donc plus inatteignable. Affectés par le ralentissement de l'économie US, par la baisse des taux et

les incertitudes liées à la persistance de la crise financière, les investisseurs ont opté pour davantage de placements libellés en euro. Depuis le début de l'année, l'euro a ainsi gagné un peu plus de 12 % face au dollar, handicapant par là les

exportations industrielles européennes ainsi que les exportations de services. Le rythme de dépréciation a ainsi surpris les analystes qui, selon un sondage réalisé par Bloomberg, tablaient sur un niveau de 1,45 USD pour la fin de l'année 2007.

GRAPHIQUE 5: Evolution du prix du pétrole brut



Source: U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.

Comme le montre le graphique 5, le prix du pétrole brut (Brent de la Mer du Nord) n'a cessé de croître au cours de la décennie passée, malgré les quelques baisses conjoncturelles. Au cours du quatrième trimestre 2007, le prix du pétrole a atteint un nouveau record à 95,33 USD le 23 novembre dernier. Le marché du brut reste extrêmement tendu en raison d'une augmentation continue de la demande, en particulier des pays émergents, et des

capacités de raffinage limitées constituant une contrainte sur l'offre. Par ailleurs, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a décidé de maintenir sa production inchangée lors de sa dernière réunion le 5 décembre dernier. De plus, l'approche hivernale avec sa consommation accrue met davantage les cours sous pressions. Le seuil psychologique des 100 USD le baril pourrait être dès lors franchi en 2008.

2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux

Comme nous l'envisagions dans l'édition précédente du baromètre de la Région de Bruxelles-Capitale, les prévisions de 2,5% de croissance de l'activité économique en Belgique pour 2007 ont été revues à la hausse. La croissance du PIB devrait avoir atteint 2,7% en moyenne annuelle en 2007 selon les dernières prévisions réalisées par le Bureau Fédéral du Plan (BFP) au nom de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN)² (voir tableau 2). Néanmoins, les observations pour les troisième et quatrième trimestres 2007 indiquent un léger ralentissement (0,5% de croissance trimestrielle en moyenne sur ces deux derniers trimestres contre 0,7% pour les deux premiers). En 2008, une croissance du PIB de 2,1% est prévue. Cependant, la crise des crédits aux Etats-Unis et la crise politique belge constituent des facteurs d'incertitude sur les prévisions de croissance de 2007 et 2008.

D'après l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), les exportations belges devraient continuer à perdre du terrain sur les marchés extérieurs en 2007 et 2008 mais de manière moins forte qu'en 2006. Quant à la croissance de la demande intérieure, elle devrait passer de 3% en 2006 à 3,2% en 2007 grâce à la consommation des ménages et aux investissements. En effet, en 2007, le pouvoir d'achat des particuliers a été soutenu par les nouvelles créations d'emploi et l'augmentation des revenus de la propriété. Ce climat économique favorable a dynamisé les dépenses des ménages, diminuant par là-même l'épargne lors du premier semestre 2007. En 2008, la progression du pouvoir d'achat devrait être freinée par la diminution des créations d'emplois et par l'accélération de l'inflation. Néanmoins, l'épargne devrait continuer à diminuer et la consommation à augmenter. Quant aux investissements, en 2008, ils devraient continuer à dépasser la croissance du PIB mais seraient en recul par rapport à 2007.

TABLEAU 2: Taux de croissance annuelle du PIB en volume : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'UE-15

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	UE-15
2000	3,5	3,7	3,8 (-0,1)
2001	1,9	0,8	1,9
2002	3,4	1,5	1,1
2003	0,3	1,0	1,2 (0,1)
2004	2,0	3,0	2,3
2005	1,6	1,7 (0,6)	1,6 (0,1)
2006		2,8 (-0,2)	2,8
2007(e)		2,7 (0,2)	2,7
2008(e)		2,1 (-0,1)	2,2 (-0,3)
2009(e)		2,2	2,2

(e) Estimations. Entre parenthèses: différence par rapport au dernier baromètre.
Source: Eurostat, ICN, BNB.

L'évolution de l'économie belge suit généralement le schéma conjoncturel européen puisque notre pays tire une partie de ses revenus des exportations, qui sont destinées en grande partie aux autres pays membres de l'Union Européenne. Les estimations du PIB en volume de l'UE-15 ont également été revues. Comme on peut le voir dans le tableau 2,

l'année 2008 devrait atteindre de meilleurs résultats au niveau européen qu'au niveau belge.

En ce qui concerne le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale, les prochaines estimations seront publiées en mars 2008. Comme les dernières observations publiées par l'Institut des

² "Budget Economique, Prévisions économiques 2008", Institut des Comptes Nationaux (ICN), septembre 2007.

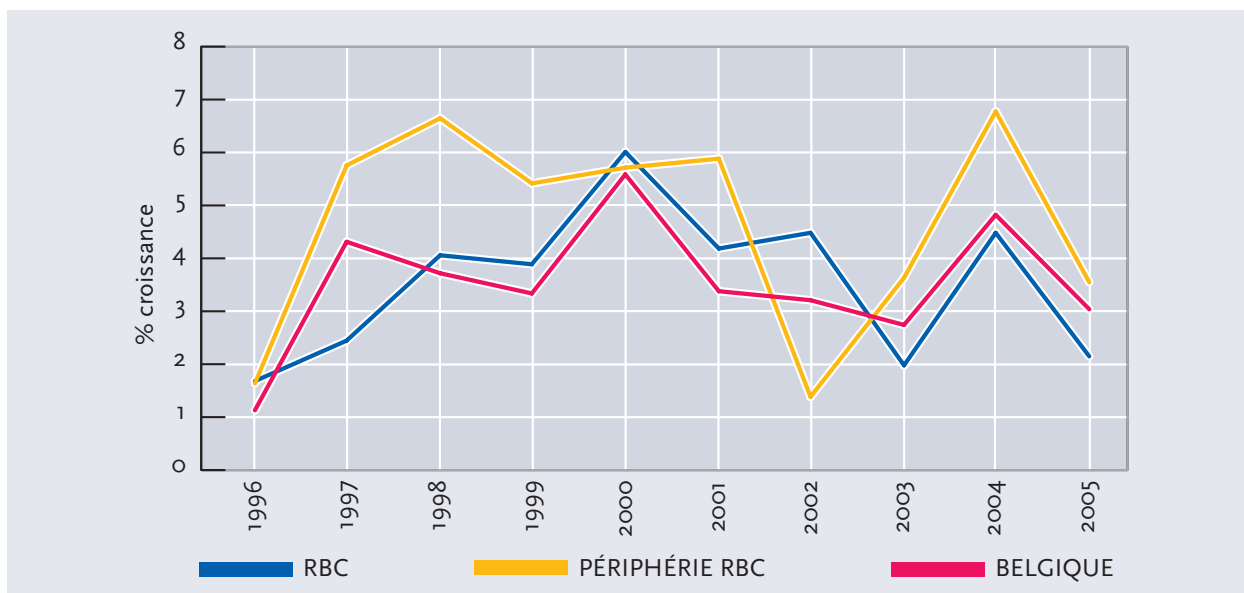
Comptes Nationaux se rapportent toujours à l'année 2005, les commentaires de la précédente publication de ce baromètre restent donc d'actualité.

La croissance du PIB à prix courants en 2005 (estimation non définitive) s'était avérée moins bonne (2,3%) qu'en moyenne dans le pays (3,1%). Cependant, la structure sectorielle largement tertiaire de l'économie bruxelloise semble l'avoir rendue moins sensible à la hausse des prix enregistrée en 2005. Dès lors, comme le montre le tableau 2, en volume, la Région avait enregistré une croissance de son PIB plus favorable (1,6%) que le Royaume dans son ensemble (1,1%). Cela n'empêche que la Région bruxelloise a suivi, en 2005, la croissance économique plutôt morose des niveaux national et international. Petite économie ouverte très orientée vers les services, la région reste en effet marquée par la conjoncture internationale. Notons que l'activité économique bruxelloise de 2005 a surtout été affectée par la croissance négative dans les activités financières et, dans une moindre mesure, par un ralentissement de l'acti-

tivité dans la branche des transports et des communications, moteur important de l'économie bruxelloise durant la dernière décennie.

Par ailleurs, les caractéristiques sectorielles propres à Bruxelles peuvent sans doute aussi expliquer le décalage entre le profil conjoncturel de la Région et celui du Royaume. Ainsi, en 2001 et 2002, Bruxelles poursuivait sa croissance à un rythme plus soutenu que le reste de la Belgique (cf. graphique 6). En 2003, la valeur ajoutée bruxelloise a chuté brutalement et ne s'est pas aussi bien rétablie en 2004. Dès 2005, nous aurions pu attendre une légère reprise en moyenne annuelle sur base des indicateurs composites du premier chapitre de ce baromètre. Cette reprise ne semble pas s'être confirmée, même si la Région bruxelloise affiche une meilleure performance que le Royaume à prix constants. En termes de croissance du PIB, la reprise devrait donc vraisemblablement apparaître en 2006 et se poursuivre en 2007 ainsi que le laissent penser nos indicateurs conjoncturels.

GRAPHIQUE 6: Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie* et en Belgique



* La périphérie est définie comme le Brabant wallon et le Brabant flamand.

Source: ICN.

Comme nous l'indiquions déjà dans les éditions précédentes de ce baromètre, la croissance économique de la périphérie bruxelloise reste, depuis quelques années, globalement plus élevée que celle de la Région bruxelloise au sens strict, ou même du Royaume (voir graphique 6). En effet, rappelons que la fonction centrale de Bruxelles déborde du strict territoire régional. Les arrondissements limitrophes de la Région, à savoir Louvain, Hal-Vilvorde et Nivelles, disposant de plus grands espaces, peuvent accueillir une production davantage industrielle.

Leur situation particulière leur confère ainsi un profil de croissance plus marqué et largement en expansion ces dernières années. Les chiffres le montrent puisque malgré la conjoncture défavorable en 2005, le taux de croissance de la VA à prix courants des deux Brabants s'est élevé à 3,6% (contre 2,2% pour Bruxelles et 3,1% pour la Belgique). Enfin, on note également qu'en comparaison des années précédentes, les taux de croissance de la périphérie et de la Région bruxelloise évoluent dans le même sens depuis 2004.

• Inflation

TABLEAU 3: Evolution de l'indice des prix à la consommation

	Indice (2004 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)
2007-04	106,3	1,8
2007-05	106,1	1,3
2007-06	106,1	1,3
2007-07	106,6	1,4
2007-08	106,4	1,1
2007-09	106,5	1,5
2007-10	107,1	2,2
2007-11	108,1	2,9
2007-12 (e)	108,0	2,8
2008-01 (e)	108,2	2,8
2008-02 (e)	108,6	2,7
2008-03 (e)	108,8	2,9

(e) Estimations.

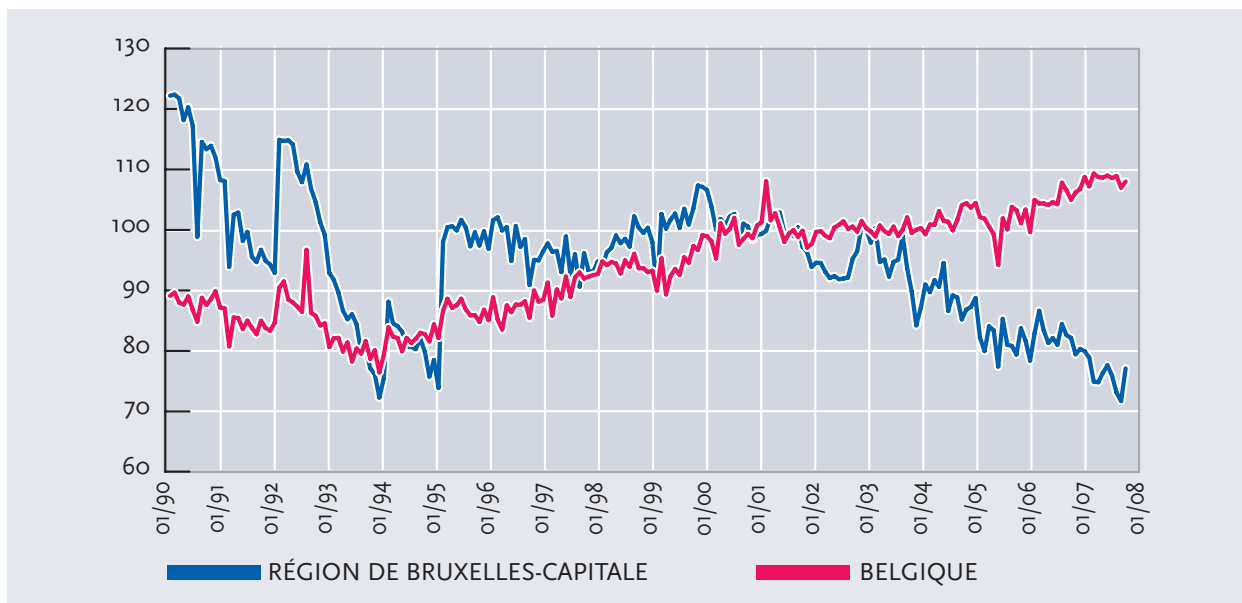
Source: Bureau Fédéral du Plan.

Compte tenu de l'étroitesse du territoire, des flux économiques qui traversent les différentes régions et des mécanismes communs d'indexation, les informations régionales relatives aux prix sont généralement reprises de statistiques nationales. Selon les prévisions économiques 2008 du Bureau Fédéral du Plan (BFP), l'inflation en 2007 et 2008 est largement influencée par l'évolution des prix de l'énergie. En effet, l'annonce de l'augmentation du prix du gaz naturel en 2008 alimente l'inflation. Cette pression inflationniste devrait se stabiliser à 1,8% en 2007 et à 2,5% en 2008 contre 1,8% en 2006. Après le franchissement de l'indice pivot en décembre 2007, le BFP prévoit le suivant en octobre 2008.

2.3. L'économie bruxelloise

• La production industrielle

GRAPHIQUE 7: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (indices 2000=100)



Source: SPF Economie-DGSIE.

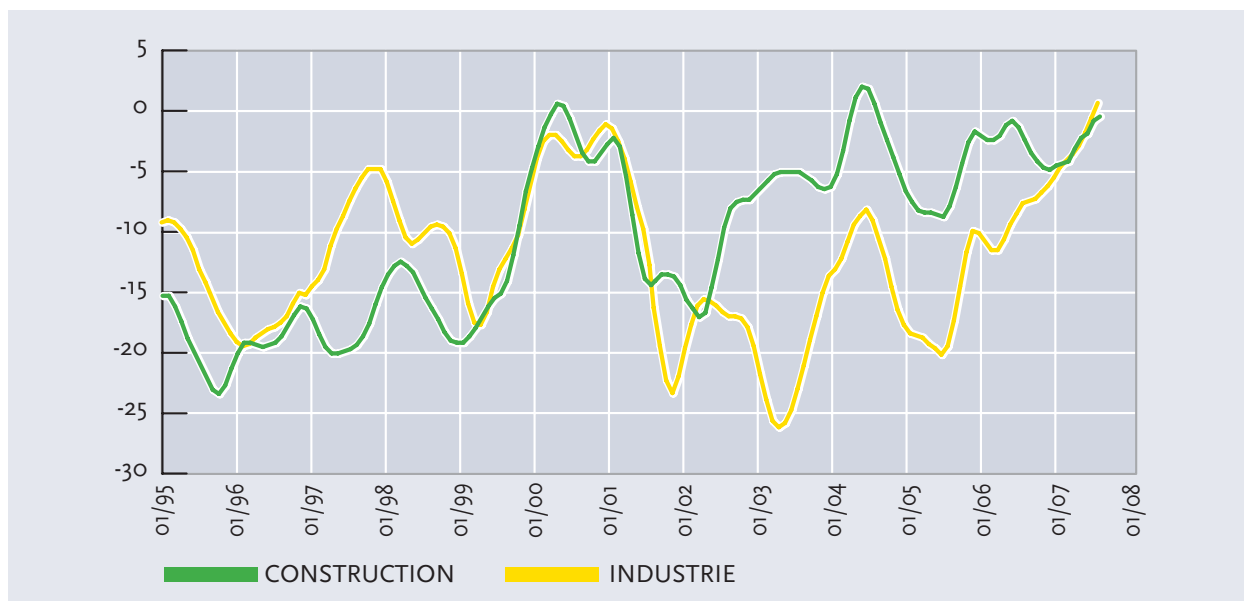
Comme nous avons pu l'évoquer dans les baromètres précédents, le caractère urbain de la Région bruxelloise la prédispose moins que les autres régions à un développement de l'industrie. Un écart grandissant entre la Région et le reste du pays peut d'ailleurs apparaître dans plusieurs indicateurs statistiques tels que la contribution de l'industrie à la croissance du PIB régional (cf. infra tableau 15) ou l'indice de la production industrielle (graphique 7). Certaines branches industrielles qui connaissent une croissance rapide ces dernières années, telles que la chimie, sont notamment moins représentées à Bruxelles.

En termes de production industrielle, on observe qu'une reprise s'est manifestée en Belgique à partir de la mi-2005. Bien que le cycle conjoncturel de la production se soit lui aussi réorienté à la hausse à cette période à Bruxelles, la tendance sous-jacente très négative n'a permis qu'une stabilisation du niveau de la production industrielle, et ce, jusqu'au deuxième semestre de 2006,

comme le laisse apparaître le graphique 7. Celui-ci représente les indices de la production industrielle en Belgique et à Bruxelles, publiés par le SPF Economie. La fin de l'année 2006 a ensuite été marquée par la restructuration des activités de la société VW (devenue Audi Brussels) à Forest. L'indice était donc au plus bas au début de l'année 2007.

Depuis près de trois trimestres néanmoins, le cycle conjoncturel de la production industrielle semble s'être redressé et le niveau de la production, à nouveau stabilisé. Depuis le début de l'année 2007, l'évolution bruxelloise reste ainsi globalement parallèle à l'évolution nationale de l'indice. En outre, la confiance des entrepreneurs bruxellois de l'industrie reste, elle aussi, orientée à la hausse. D'ailleurs, celle-ci semble avoir été peu ébranlée par la diminution de la production de la fin de 2006, comme l'indique le graphique 8 dont les données sont issues de l'enquête sur la conjoncture conduite par la Banque Nationale de Belgique (BNB).

GRAPHIQUE 8: Enquête sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière et la construction en RBC*



Source: BNB
* Données désaisonnalisées et lissées.

Tant dans l'industrie manufacturière que dans la construction, on observe le regain de confiance qui caractérisait la période de forte croissance de 2000-2001, le creux qui s'ensuivit de 2002 à 2004 et la reprise, évoquée ci-des-

sus, à partir du second semestre de 2005. Néanmoins, les réponses données par les entrepreneurs conservent un score globalement négatif dans l'industrie, et plus particulièrement à Bruxelles.

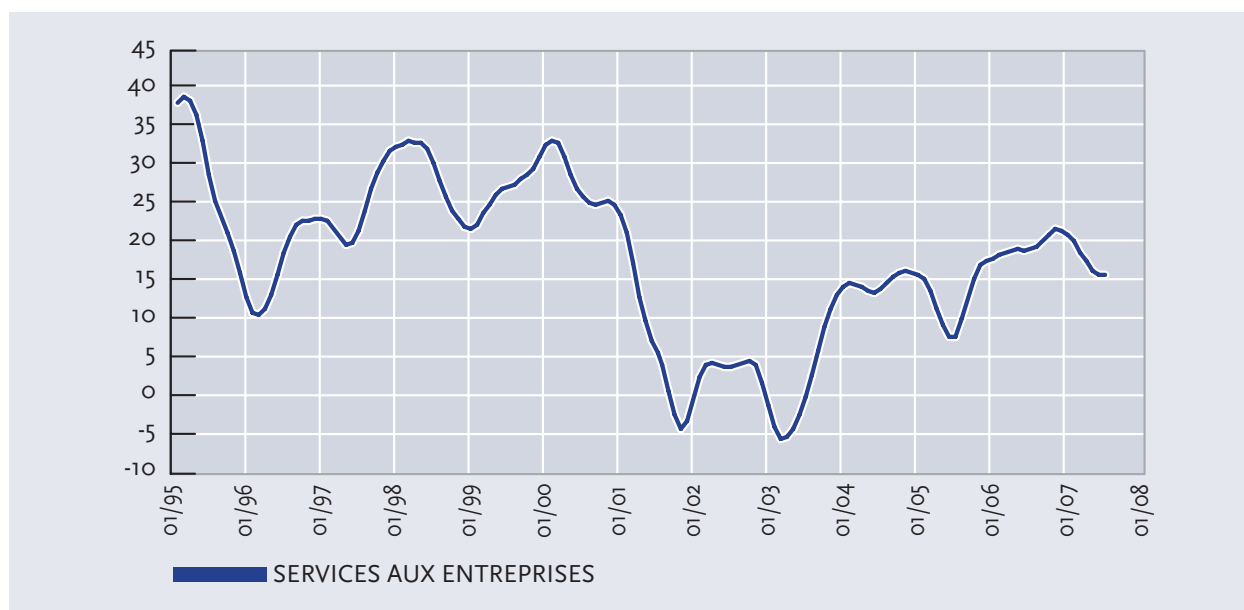
• Les services: nouvelles données sur la confiance des entreprises

Contrairement à l'industrie, la tendance de l'activité tertiaire est en hausse à Bruxelles. Les versions précédentes du baromètre conjoncturel ont eu l'occasion de le montrer. Elles ont aussi souligné que les fluctuations conjoncturelles (liées aux statistiques de chiffre d'affaires) étaient moins marquées dans les services que dans l'industrie et qu'elles ne coïncidaient pas nécessairement. Aujourd'hui, ces analyses conjoncturelles peuvent être complétées par une information relative à la confiance des chefs d'entreprises.

Pour les services également, nous présentons en effet pour la première fois les résultats de l'enquête de la conjoncture menée par la BNB. Afin que cette enquête puisse rendre compte de façon significative

de la confiance des entreprises de la Région bruxelloise, l'IBSA a demandé à la BNB d'augmenter l'échantillon interrogé dans la capitale. Cet élargissement a été réalisé au premier semestre de l'année 2007. Comme dans l'enquête nationale, ce sont les entrepreneurs de la branche des services aux entreprises qui sont interrogés. Pour rappel, avec les services d'intermédiation financière, les services aux entreprises représentent la part la plus importante (11% en 2005) de la valeur ajoutée marchande à Bruxelles. Il s'agit aussi de l'une des cinq branches qui entrent dans la composition de l'indicateur coïncident de l'activité économique bruxelloise présenté au premier chapitre. Les résultats de cette enquête, désaisonnalisés et lissés, sont présentés au graphique 9.

GRAPHIQUE 9: Enquête sur la conjoncture dans les services aux entreprises en RBC*



Source: BNB

* Données désaisonnalisées et lissées

Les réponses des entrepreneurs de cette branche présentent un score synthétique positif nettement supérieur à celui que l'on observe dans l'industrie. La courbe n'atteint pas les niveaux élevés qu'elle a atteint à la fin des années nonante et au début des années 2000. Cependant la confiance des entreprises semble s'être retournée à partir de la mi-2005, tout comme le cycle conjoncturel du chiffre d'affaires de cette branche repris dans l'indicateur de l'activité économique. Cette aug-

mentation se serait légèrement essoufflée au cours de l'année 2006 et, après un pic en novembre, la confiance aurait terminé l'année sur une note plutôt négative. La baisse de confiance des entrepreneurs serait cependant ralentie depuis le second trimestre de 2007 et les dernières observations non lissées de l'enquête, disponibles jusqu'en novembre 2007, tendent à plaider pour une stabilisation de la confiance durant le reste de l'année 2007.

2.4. Marché du travail

• Emploi intérieur

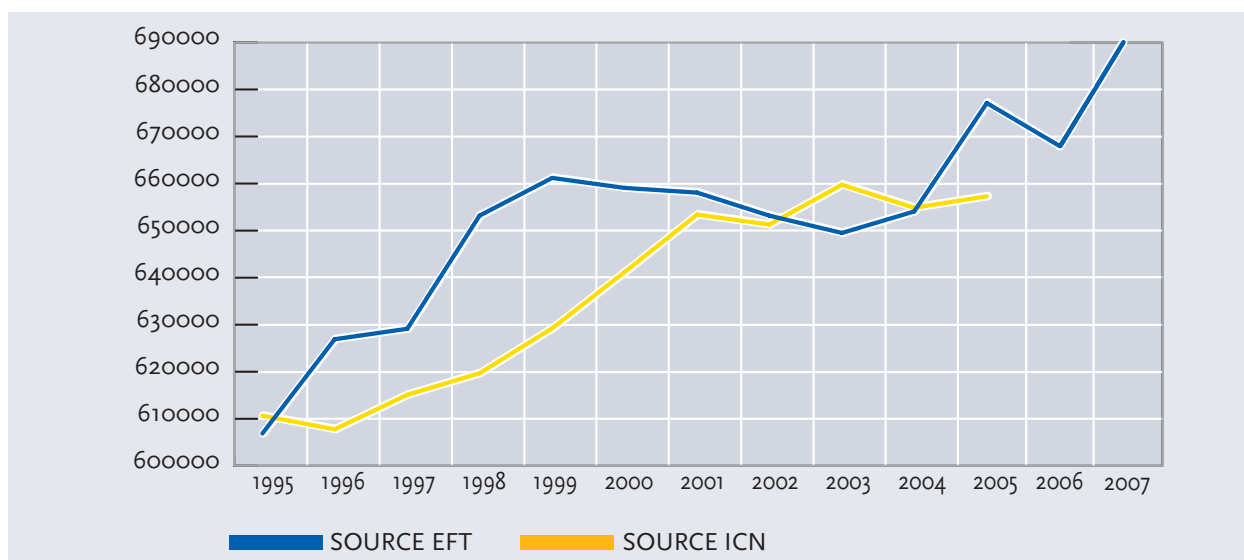
TABLEAU 4: Emploi intérieur total (% de croissance par an)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	4 070 419 (0,01)	649 273 (-0,50)
2004	4 139 174 (1,68)	653 808 (0,68)
2005	4 235 310 (2,32)	676 590 (3,40)
2006	4 262 883 (0,65)	667 495 (-1,34)
2007*	4 312 805 (1,17)	688 646 (3,6)

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

* Moyenne des deux premiers trimestres

GRAPHIQUE 10: Evolution de l'emploi intérieur



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE (EFT).

Le tableau 4 et le graphique 10 présentent l'évolution de l'emploi intérieur en Belgique et en Région bruxelloise. La seconde moitié des années 90 a été marquée par une forte progression de l'emploi en

RBC. L'Enquête sur les forces de travail de la DGSIE (ex INS) semble montrer qu'il y a également une forte progression de l'emploi en Région bruxelloise de 2004 à 2007.

• Taux d'emploi

TABLEAU 5: Comparaison du taux d'emploi en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	64,2	59,9	54,5
2003	64,3	59,6	53,2
2004	64,7	60,3	54,1
2005	65,3*	61,1*	54,8
2006	66,0*	61,0*	53,4

* Valeurs provisoires.

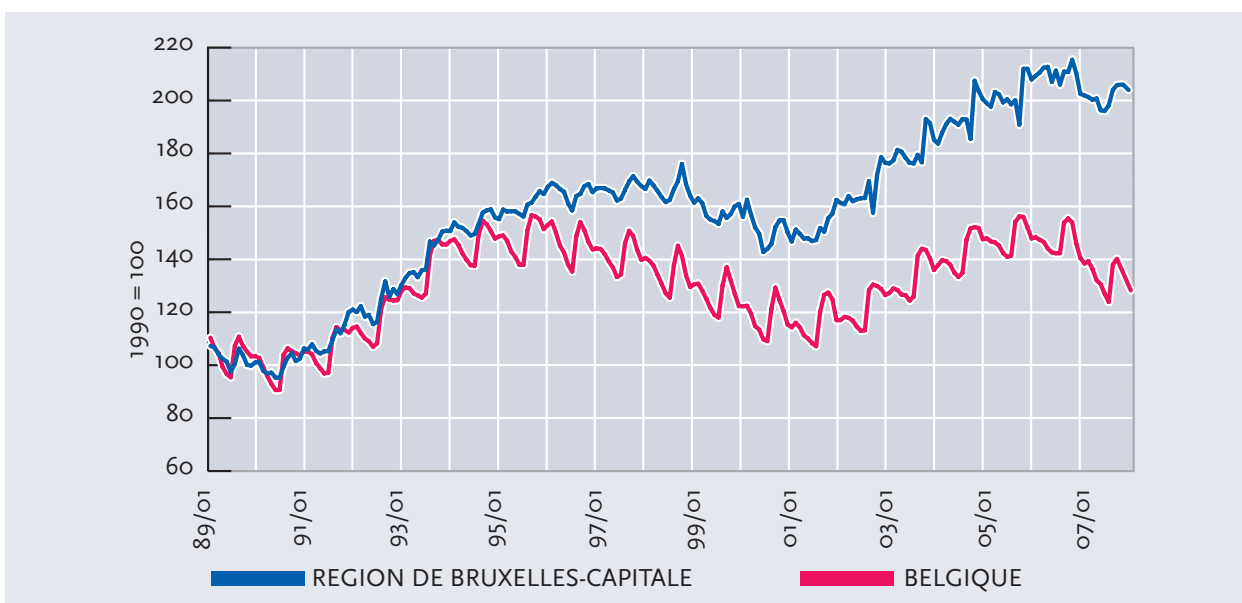
Source: Eurostat et SPF Economie-DGSIE.

En 2000, au sommet européen de Lisbonne, un objectif de taux d'emploi de 70 % pour l'ensemble des 15-64 ans à l'horizon 2010 a été fixé. A mi-parcours (2005) cet objectif n'a pas encore été atteint

par la Belgique ni par la Région. En 2006, l'emploi des résidents bruxellois a baissé de 1% par rapport à 2005 et la population active a augmenté de 1,6% faisant ainsi baisser le taux d'emploi.

• Chômage

GRAPHIQUE 11: Indice de nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)



Source: Actiris.

TABLEAU 6: Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-IV	601 533	97 298
2006-I	587 760	98 291
2006-II	573 307	97 074
2006-III	621 764	98 504
2006-IV	570 214	95 062
2007-I	547 034	93 122
2007-II	511 873	91 313
2007-III	553 870	95 323

Source: Actiris.

Au premier semestre 2007, la situation du marché de l'emploi belge a été plus favorable qu'au premier semestre 2006. Ce constat est également vérifié par la Région de Bruxelles-Capitale. Au troisième trimestre 2007, la situation s'est toutefois détériorée tant au niveau de la Région bruxelloise qu'au niveau du Royaume. Il faut tenir compte, toutefois, de l'effet saisonnier du mois de septembre. En effet, on enregistre annuellement une progression plus importante du nombre de demandeurs d'emploi pour ce mois. Cet effet est principalement dû aux jeunes qui quittent l'enseignement et se présentent sur le marché du travail. Fin 2007, le chômage bruxellois de source administrative reste légèrement au-dessus de la barre des 20% (20,6% en novembre 2007).

³ Par personne qualifiée on considère une personne disposant au minimum du diplôme secondaire supérieur.

⁴ Pour mémoire, des indicateurs d'inadéquation étaient présentés dans le précédent baromètre conjoncturel. Voir également à ce sujet l'analyse de Devillé H., "Evolutions récentes des structures et de la flexibilité des emplois dans la Région de Bruxelles-Capitale", Edition Iris, 2005.

TABLEAU 7: Taux de chômage
(données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2006-I	12,3%	21,4%
2006-II	12,0%	21,0%
2006-III	13,0%	21,4%
2006-IV	11,9%	20,7%
2007-I	11,4%	20,3%
2007-II	10,7%	19,9%
2007-III	11,0%	20,8%

Source: Actiris.

TABLEAU 8: Taux de chômage**
(données d'enquête)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	7,6%	14,7%
2003	8,2%	15,7%
2004	8,5%	15,9%
2005	8,5%	16,5%
2006	8,3%	17,7%
2007**	7,8%	17,8%

* Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

** Moyenne du premier et deuxième trimestre.

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

• Emploi en Région bruxelloise

TABLEAU 9: Emploi en Région bruxelloise par région d'origine des travailleurs (données d'enquête)

	Nombre de résidents bruxellois travaillant en RBC	Nombre de résidents flamands travaillant en RBC	Nombre de résidents wallons travaillant en RBC
2003	298 541 (45,98%)	223 714 (34,46%)	127 018 (19,56%)
2004	309 357 (47,32%)	219 382 (33,55%)	125 069 (19,13%)
2005	312 591 (46,20%)	235 536 (34,81%)	128 463 (18,99%)
2006	311 403 (46,65%)	229 705 (34,41%)	126 387 (18,93%)
2007*	324 293 (47,09%)	240 872 (34,98%)	123 481 (17,93%)

* Moyenne du premier et deuxième trimestre.

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT), calculs propres.

Le tableau 9 donne une image de l'évolution de l'emploi à Bruxelles par origine régionale des travailleurs. Depuis 2003, la part des bruxellois occupant un emploi dans leur propre région est en constante progression, malgré le poids toujours important des navettes entrantes. Les chiffres pour le premier semestre 2007 font également état de

cette progression. Par ailleurs, la Région bruxelloise est, en 2006, la région qui affiche le taux de mobilité, défini comme la proportion de la population occupée qui réside dans une région et travaille dans autre, le plus élevé des trois régions avec 14,5% contre 9,7% pour la Région flamande et 13,3% pour la Région wallonne.

2.5. Recherche et développement

TABLEAU 10 : Evolution des dépenses de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique

Dépenses totales de R-D (en % du PIB)			
	EU-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	1,89%	1,94%	1,26%
2003	1,88%	1,89%	1,19%
2004	1,87%	1,87%	1,18%
2005	1,87%	1,86%	1,16%
Dépenses de R-D exécutée par le secteur privé (en % du PIB)			
		Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2004		1,32%	0,63%
2005		1,29%	0,62%
Dépenses totales de R-D exécutée par le secteur privé (en % du PIB)			
		Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2004		0,55%	0,55%
2005		0,57%	0,55%

Source: CFS/STAT 2007, Belspo, BNB, Eurostat.

Un des objectifs de Lisbonne est d'encourager les pays de l'UE à consacrer 3% du PIB aux dépenses en R-D en 2010, dont deux tiers devrait provenir du secteur privé. Comme le montre le tableau 10, en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique, la proportion des dépenses totales de R-D par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle diminution ne s'observe pas qu'en Belgique, dans l'UE-15, ces dépenses diminuent également mais de manière plus légère. Jusqu'en 2004, la Belgique avait de meilleurs résultats que l'UE des 15 mais depuis 2005, ce constat n'est plus d'actualité. Au vu des chiffres nationaux et régionaux, l'objectif européen semble encore bien loin.

Les moins bons résultats de Bruxelles-Capitale par rapport à la moyenne nationale s'expli-

quent en partie par l'importance de son PIB et par la composition sectorielle de la région. En effet, Bruxelles a un caractère plus tertiaire et ces secteurs réalisent, en général, moins d'activités de R-D.

Ce tableau nous montre également que la R-D est exécutée en plus grande partie par le secteur privé même si cette différence est moins forte pour la Région de Bruxelles-Capitale que pour le Royaume. A l'horizon 2010, le secteur privé et le secteur public devraient atteindre, respectivement, un niveau de dépenses de R-D par rapport au PIB de 2% et de 1%. Mais cet objectif est un objectif de financement et non de réalisation comme présenté dans le tableau 10.

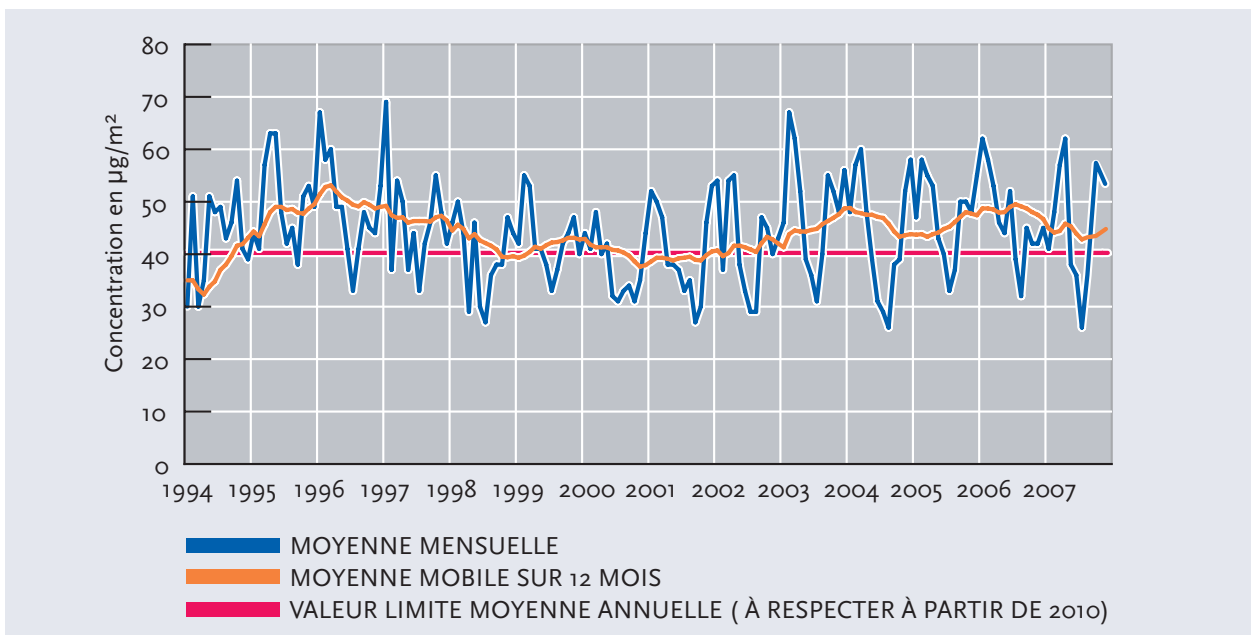
2.6. Environnement*

• Qualité de l'air

Le NO₂ est un polluant nocif pour la santé humaine mais également pour l'environnement (contribution à la formation d'ozone et acidification). Cette pollution est liée aux émissions d'oxydes d'azote produites lors des processus de combustion à haute température. Celles-ci se partageaient, en 2005, entre les transports (44%), la

consommation énergétique des logements (24%), du secteur des services (12%), et dans une moindre mesure des industries (3%) ainsi que l'incinération (15% avant que ne soit installé un système de dépollution diminuant très fortement les émissions d'oxydes d'azote) et les processus industriels (1%).

GRAPHIQUE 12: Evolution des concentrations moyennes en NO₂ relativement à la future norme européenne – station de Molenbeek (1994-2007)



Source: IBGE 2007.

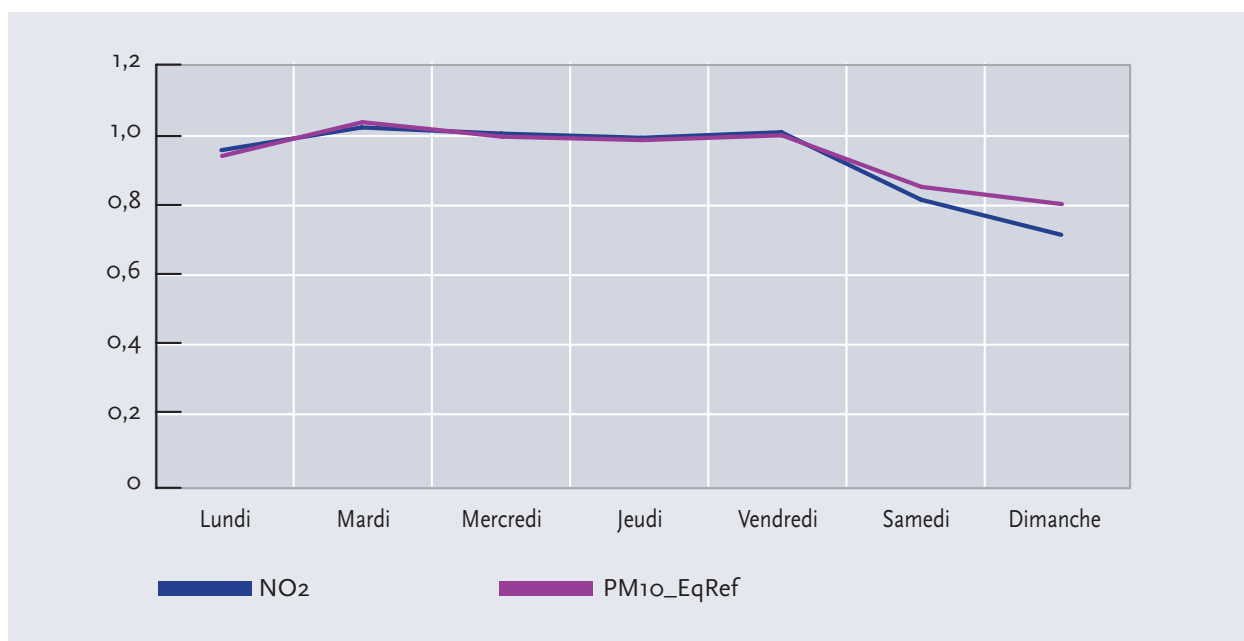
Le graphique 12 présente la concentration en NO₂ à la station de Molenbeek, station choisie pour sa localisation urbaine. L'analyse du graphique nous révèle que les concentrations en NO₂ se maintiennent à un niveau relativement constant à travers le temps et souvent supérieur à la future norme européenne. Le respect de cette norme, d'application à partir de 2010, exigera des changements drastiques dans différents secteurs et à différents niveaux.

Les particules constituent un autre type de pollution préoccupante pour la santé. Les particules fines (particules de diamètre inférieur à 10 µm ou PM₁₀) et

très fines (particules de diamètre inférieur à 2,5 µm ou PM_{2,5}), suspendues dans l'air, pénètrent, par inhalation, plus ou moins profondément dans l'organisme. Le degré de toxicité de ces particules dépend de leurs propriétés physico-chimiques, de leur taille et de leur éventuelle association à d'autres polluants (métaux lourds, hydrocarbures, etc.). Si une part des particules fines (diamètre compris entre 2,5 et 10 µm) est partiellement arrêtée par les voies respiratoires supérieures et moyennes, les PM_{2,5} peuvent quant à elle atteindre les alvéoles pulmonaires où elles sont directement en contact avec le système sanguin.

* Ce chapitre a été réalisé par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE).

GRAPHIQUE 13: Profil hebdomadaire normalisé des concentrations en dioxyde d'azote (NO₂) et particules fines (PM₁₀) - Moyenne sur 3 postes de mesure (Molenbeek, Parc Meudon et Woluwé) et sur 3 périodes hivernales (octobre-mars 2001/2002, 2002/2003 et 2003/2004)



Source: IBGE 2007.

Le graphique 13 représente l'évolution, selon les jours de la semaine, des concentrations moyennes journalières (représentées sous forme d'indice) en PM₁₀ et NO₂ calculées sur 3 périodes hivernales et moyennées sur 3 postes de mesure de la Région bruxelloise.

L'échelle normalisée utilisée permet de mettre en évidence le fait que durant le week-end la concentration en PM₁₀ diminue d'environ 15 à 20% par rapport aux autres jours de semaine. Cela signifie que la diminution des activités régionales a un impact de l'ordre de 20% sur la concentration de PM₁₀ à Bruxelles. Ce pourcentage relativement faible s'explique par le fait que la plus grande partie de la concentration en particules fines mesurée en Région bruxelloise provient de PM₁₀ qui ne sont pas produites sur le territoire ou qui se forment dans l'air à partir des composés gazeux présents.

Il est néanmoins primordial que la Région bruxelloise s'attache à réduire les émissions de particules émises sur son territoire même si celles-ci ne contribuent que de manière limitée à accroître les concentrations en particules présentes dans l'air bruxellois. En effet, la majorité (65%) des émissions régionales de particules provient du trafic routier et les particules très fines émises par les résidus de combustion du diesel figurent parmi les plus toxiques.

C'est pourquoi, la Région a établi un plan air-climat 2002-2010 dont l'un des objectifs est de diminuer les émissions régionales des PM₁₀ et PM_{2.5}. Outre ces mesures structurelles, la Région met en place un plan d'urgence à activer lorsqu'une forte probabilité de pollution par les PM₁₀ est prévue.

• Emission de gaz à effet de serre

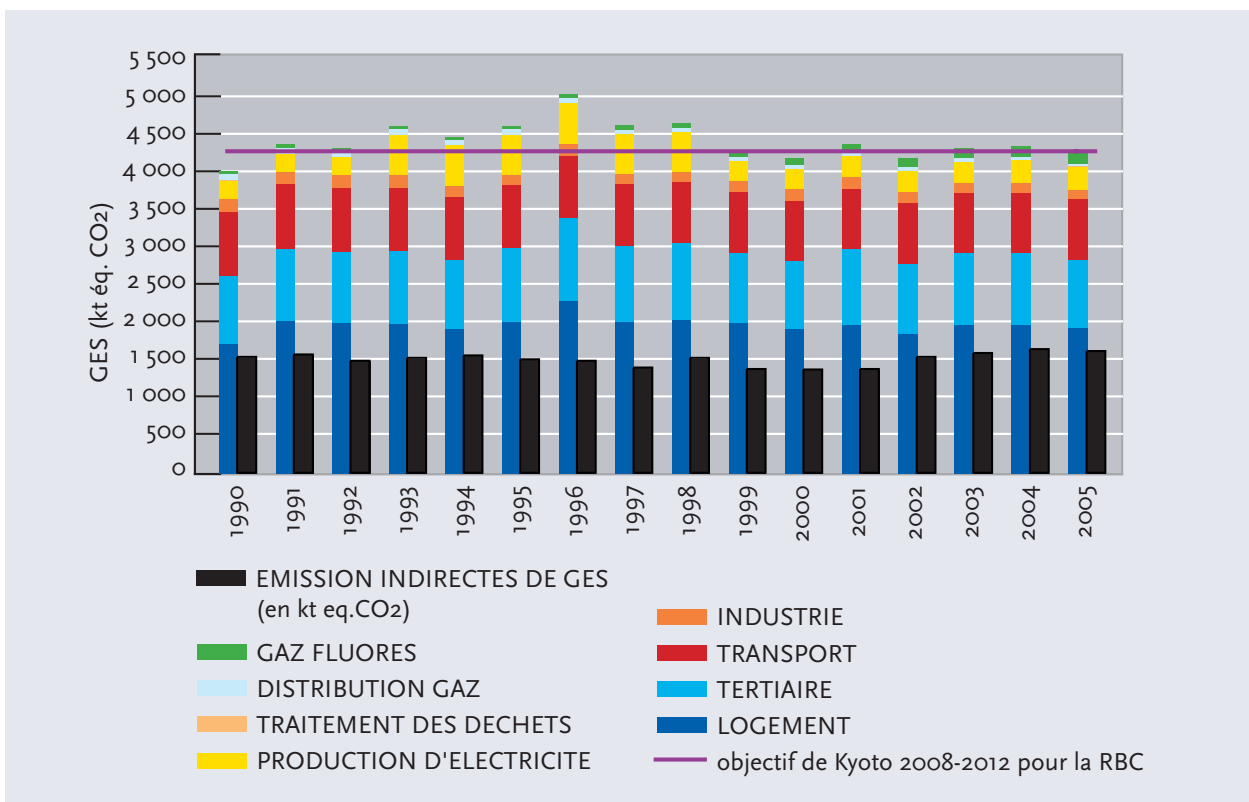
Dans le cadre du protocole de Kyoto, la Belgique s’est engagée à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 7,5% entre 1990 et 2008-2012. Suite à la répartition qui a été faite entre les 3 Régions, la Région de Bruxelles-Capitale ne peut augmenter les gaz à effet de serre émis sur son territoire de plus de 3,475% durant le même laps de temps.

Seuls 6% de l’électricité consommée en Région bruxelloise sont produits sur son territoire par l’incinérateur de déchets de Neder-Over-Hembeek et 3 centrales turbo-jet (absorbant les pics de demande en électricité). Les gaz à effet de serre émis par la

production des 94% d’électricité restants sont affectés à la Région dans laquelle l’électricité est produite. Ces émissions sont appelées «émissions indirectes» par opposition aux émissions produites sur le territoire bruxellois dites «émissions directes».

Les émissions indirectes – illustrées dans le graphique ci-dessous par des bâtonnets noirs - représentent une part considérable de l’impact imputable à la Région. En 2005, comparées au total des émissions directes, les émissions indirectes représentent en effet 38%.

GRAPHIQUE 14: Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale de 1990 à 2005 (en ktonnes d’équivalents CO₂)



Source: IBGE 2007.

3. Perspectives régionales à l'horizon 2012

3.1. Le projet HERMREG

Soucieux de répondre à une demande croissante de disposer d'outils de prévisions économiques qui intègrent la dimension régionale, l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA), l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) et le Bureau Fédéral du Plan (BFP) se sont associés pour développer un modèle macroéconomique commun. Partant du modèle national HERMES⁵ du BFP qui fournit annuellement des perspectives économiques à moyen terme pour la Belgique, le projet baptisé HERMREG a livré ses premiers résultats au mois de décembre dernier. Ils consistent en une ventilation régionale des perspectives économiques 2007-2012 publiées par le BFP en mai 2007⁶.

L'exercice régional reste cependant moins étoffé que la projection nationale. En effet, les perspectives régionales obtenues reprennent actuellement la valeur ajoutée, l'emploi intérieur, les salaires et les investissements, variables ventilées en treize branches d'activité en cohérence avec le modèle national. En outre, le PIB régional fait aussi l'objet d'une projection, ainsi que le solde des navetteurs. Une série de variables liées à la population et au marché du travail sont aussi présentées et détaillées, selon certaines caractéristiques individuelles. Ces variables permettent notamment le calcul de taux de chômage, de taux d'activité ou d'emploi.

En 2008, le modèle devrait non seulement être actualisé, mais également enrichi. Ainsi, un volet finances publiques devrait ventiler le compte global des Communautés et Régions entre les différentes entités qui le composent. Un volet relatif aux revenus des ménages devrait également être développé, ainsi qu'un module environnemental proposant des projections d'émissions de gaz à effet de serre.

La méthodologie utilisée dans cette première version du modèle doit encore être considérée comme en phase de développement. Actuellement, HERMREG repose sur une approche dite «top-down», c'est-à-dire sur la répartition régionale d'une projection nationale donnée. Premièrement, pour tous les agrégats macroéconomiques détaillés par branche d'activité, la croissance régionale attendue est divisée en deux parties. D'une part, une composante nationale est issue du modèle national du BFP. D'autre part, une composante régionale, mesurée par la différence de croissance entre la région et le Royaume, fait l'objet d'une estimation économétrique⁷. Deuxièmement, afin d'assurer la pleine cohérence entre les projections régionales et la projection nationale du BFP, les résultats ainsi obtenus servent de clés de répartition du montant national de référence. Ce type d'approche «top-down» comporte des limites, notamment en termes de possibilités de simulation régionale. Le

⁵ HERMES est un modèle macroéconométrique qui fournit des projections de moyen terme sur base de l'analyse de séries temporelles. L'activité économique y est surtout déterminée par la demande. Néanmoins, le modèle se base sur une description précise du processus de production (branche d'activité, produits, facteurs de production) et des interactions entre agents économiques (Etat, ménages, entreprises, reste du monde). L'environnement international qui sous-tend la projection se fonde généralement sur les derniers scénarios de la Commission européenne et de l'OCDE.

⁶ Ces perspectives ont servi de cadre principal de référence national aux baromètres bruxellois de juillet et d'octobre dernier. Depuis lors, l'environnement conjoncturel national et international s'est bien sûr modifié, entraînant notamment une révision de la croissance du PIB national de 2,3% à 2,7% pour l'année 2007. Cependant, la prévision pour 2008 est pratiquement inchangée : 2,1% (contre 2,2%). De plus, les perspectives économiques du mois de mai restent le dernier exercice de projection complet avec un horizon de prévision de cinq années.

⁷ Ce faisant, le modèle HERMREG s'inspire du modèle néerlandais REGINA (Koops et Muskens, 2005) qui repose sur la méthode dite « shift-share » : l'évolution attendue d'un agrégat régional (la valeur ajoutée totale par exemple) résulte in fine de l'évolution nationale attendue pour ce même agrégat, de l'effet de la structure sectorielle régionale et de l'effet dynamique propre à la région.

modèle entend les dépasser à l'avenir en progressant vers une méthodologie de type «bottom-up», plus riche mais plus exigeante en termes de statistiques régionales.

Enfin, notons que le modèle HERMREG n'incorpore pas d'éléments conjoncturels (ou de court terme) propres aux régions. Il doit donc essentiellement s'interpréter comme un outil de projection de moyen

terme et s'inscrit en complément des évolutions conjoncturelles envisagées dans le présent baromètre.

Dans ce chapitre, les résultats qui concernent la Région bruxelloise sont brièvement commentés⁸. La section suivante présente les agrégats macroéconomiques généraux. Ensuite, les développements sectoriels attendus sont abordés, puis ceux relatifs à la population et au marché du travail.

3.2 Evolutions macroéconomiques

Les données de la comptabilité régionale de l'ICN s'arrêtent à l'année 2005. En 2006, et en 2007, selon les estimations du modèle, la reprise économique se généraliserait dans les trois régions du pays. L'activité économique bruxelloise aurait ainsi crû de 2,4% en 2006 avant de fléchir quelque peu en 2007 (2,2%). Sous l'impulsion des services financiers notamment, la Région enregistre ainsi la même croissance qu'en Wallonie durant ces deux années. La Flandre continuerait à afficher une croissance plus élevée: 3,4% en 2006 et 2,4% en 2007. A partir de 2008, l'activité bruxelloise progresserait à un taux de 1,8% en moyenne. Sur l'ensemble de la période 2006-2012, le PIB bruxellois devrait donc évoluer à un rythme de 2,0% (contre 2,4% en Flandre et 2,0% en Wallonie), légèrement inférieur à celui de la décennie écoulée qui, replacée dans une perspective historique, apparaît relativement favorable (2,2% contre 2,1% pour le Royaume).

De 2006 à 2012, les investissements bruxellois continueraient globalement à se redresser. Les investissements des entreprises ont, entre autres, soutenu la croissance économique du pays en 2006. Bruxelles aurait particulièrement profité de ce climat propice aux investissements après plusieurs années d'importantes diminutions (en 2002, 2003 et 2005). Succédant à cette forte hausse, les investissements devraient à nouveau décroître l'année suivante avant de retrouver ensuite leur croissance de moyen terme (2,6%). Bien que l'écart par rapport à la moyenne nationale se réduise, le taux d'investissement bruxellois resterait plus bas que dans les deux autres régions. Cela est notamment dû à la faiblesse relative des investissements dans les secteurs primaire et secondaire et dans les services non-marchands.

TABLEAU 11: Croissance annuelle moyenne des principaux agrégats en volume (en %)

		RBC	Région flamande	Région wallonne	Royaume
Produit intérieur brut	1996-2005	2,2	2,2	1,7	2,1
	2006-2012	2,0	2,4	2,0	2,2
Emploi intérieur	1996-2006	0,7	0,9	0,8	0,9
	2006-2012	0,2	1,1	0,8	0,9
Formation brute de capital fixe*	1996-2006	2,4	3,8	3,4	3,4
	2006-2012	2,6	3,0	4,3	3,2
Productivité par tête**	1996-2006	1,6	1,3	0,9	1,2
	2006-2012	1,8	1,3	1,1	1,3
Coût salarial par tête**	1996-2006	0,5	0,6	0,2	0,4
	2006-2012	1,0	0,9	0,8	0,9

* Hors investissements résidentiels.

** Branches d'activité marchande (l'administration publique, l'éducation et les services domestiques sont donc exclus).

Source: HERMREG.

⁸ Pour une vision plus complète, le lecteur intéressé se référera à l'étude "Elaboration d'un modèle de projections régionales: Une première application du modèle HERMREG aux perspectives économiques 2007-2012", D. Bassilière, F. Bossier, F. Caruso, K. Hendrickx, D. Hoorelbeke, O. Lohest, décembre 2007.

Depuis 1980, Bruxelles se caractérise par une croissance de l'emploi intérieur plus faible que celle des deux autres régions, même si les écarts se sont fortement réduits au début des années 2000. A nouveau, la reprise économique de 2006 se traduirait davantage par des gains de productivité et serait accompagnée d'un retour à une croissance positive des salaires réels par tête après trois années consécutives de baisse. Dès lors, l'emploi intérieur n'augmenterait pas. La reprise de ce dernier n'interviendrait qu'à partir de 2007, réagissant avec retard à l'évolution de l'activité économique. A partir de 2008, la croissance de l'emploi intérieur resterait positive mais demeurerait structurellement plus faible que dans le reste du pays. A moyen terme, elle ne devrait atteindre que 0,2% par an, soit 0,7 point de moins que la moyenne du Royaume (0,9%). C'est pratiquement uniquement chez les

salariés qu'une hausse de l'emploi est attendue. Le nombre d'indépendants devrait quant à lui stagner sur l'ensemble de la période 2006-2012.

Si l'on s'attend à ce que les salaires versés à Bruxelles croissent à nouveau plus rapidement que dans le passé à partir de 2006 (1%), ils resteraient néanmoins en ligne avec la croissance nationale (0,9%), elle-même guidée par l'évolution attendue des salaires des trois principaux partenaires commerciaux du pays. Avec des gains de productivité qui progresseraient toujours plus rapidement que dans les autres régions (1,8% contre 1,3% en moyenne dans le Royaume) malgré le léger regain national, l'économie marchande bruxelloise continuerait à afficher une baisse de ses coûts salariaux unitaires (-0,9%) et donc à engranger des gains relatifs de compétitivité.

3.3 Evolutions par branche d'activité

L'économie bruxelloise est caractérisée par une part du secteur tertiaire (88%) plus élevée que dans le reste du Royaume (75%). Cette spécialisation rela-

tive se maintiendrait globalement sur les cinq années à venir, mais ne se renforcerait pas.

TABLEAU 12: Valeur ajoutée et emploi par branche

	Part dans le total de la valeur ajoutée (%)	Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée (%)	Croissance annuelle moy. de l'emploi intérieur (%)	Croissance de l'emploi intérieur (milliers)
	2005	2006-2012	2006-2012	2005-2012
1. Agriculture	0,0	0,5	-2,2	-0,1
2. Energie	4,4	3,8	0,6	0,3
3. Industries manufacturières	5,4	1,0	-1,9	-4,7
a. Biens intermédiaires	1,4	0,8	-4,5	-2,4
b. Biens d'équipement	1,8	2,7	-1,2	-1,1
c. Biens de consommation	2,2	-0,2	-1,2	-1,2
4. Construction	2,1	2,2	-0,1	-0,1
5. Services marchands	70,8	2,1	0,5	14,3
a. Transports et communication	11,3	5,0	0,6	2,4
b. Commerce et horeca	12,5	-0,5	-0,5	-3,5
c. Crédit et assurances	16,6	3,1	-0,6	-2,9
d. Santé et action sociale	4,9	2,0	1,7	7,0
e. Autres services marchands	25,4	1,3	1,1	11,2
6. Services non-marchands	17,3	1,5	0,1	1,2
a. Administration publique et éducation	16,9	1,6	0,3	3,1
b. Services domestiques	0,4	-2,4	-2,4	-2,0
7. Total	100,0	2,0	0,2	10,8

Source: HERMREG.

Lors de la reprise de 2006, l'activité économique bruxelloise aurait largement été soutenue par la contribution des trois plus grandes branches de la Région, à savoir les branches «crédit et assurances» (+0,7 point de la croissance totale), «autres services marchands» (+0,6 point) et «transports et communication» (+0,5 point). En 2007, le léger fléchissement de la croissance économique correspondrait pratiquement à la réduction de 0,2 point de la contribution de la branche «autres services marchands». Après 2007, la croissance dans la branche «autres services marchands» continuerait à faiblir pour s'établir à 1,3% en moyenne de projection. Mais la croissance du PIB est surtout affectée par le retour à une croissance de 2,7% en moyenne de la branche «crédit et assurances», soit des taux encore élevés mais plus faibles que ceux enregistrés en moyenne depuis la moitié des années nonante (5,0%). A moyen terme, c'est la branche «transports et communication» qui prendrait le relais de la croissance économique régionale. Ce dynamisme pourrait résulter des importants investissements menés dans la branche cette dernière décennie (+5,3% par an). En outre, la Région de Bruxelles-Capitale est relative-

ment spécialisée dans cette branche qui profite du développement des transports publics et de l'expansion continue de la consommation de services de téléphonie mobile et d'Internet.

De 2005 à 2012, la branche des «autres services marchands» procurerait 11.200 emplois supplémentaires en Région bruxelloise et les «transports et communication» environ 2.400. Malgré une croissance économique élevée en début de période de projection, l'emploi dans la branche «crédit et assurances» diminuerait de 2.900 personnes entre 2005 et 2012. Les investissements importants de la branche reflèteraient plutôt la consolidation du secteur et se traduiraient surtout en gains de productivité. Dans la branche «commerce et horeca», l'emploi continuerait à décliner (-3.500 unités). Dans l'industrie, la tendance à la perte d'emploi au sein de la Région serait ralentie : le taux de croissance annuel moyen passerait de -2,4% durant la dernière décennie à -1,9% en projection. Au total, l'emploi intérieur s'afficherait en hausse légère de 10.800 personnes entre 2005 et 2012, soit 0,2% de croissance annuelle moyenne.

3.4 Population et marché du travail

La situation des résidents bruxellois au regard de l'emploi s'améliore néanmoins davantage que l'emploi intérieur, sous l'effet combiné d'une évolution lente de la population active et d'une diminution attendue des navettes vers la capitale.

En ce qui concerne l'offre de travail, notons d'abord que depuis le début des années 2000, Bruxelles a connu une croissance relativement forte de sa population d'âge actif (de 15 à 64 ans) : +1,2% en moyenne. En effet, celle-ci a notamment été influencée par l'opération de régularisation menée en 2001-2002 et par la progression de l'immigration. Cependant, la projection démographique actuelle (BFP- DGSIE) prévoit un recul de ce solde dès 2007

et l'arrivée à l'âge de 65 ans des générations dites du baby boom d'après guerre à partir de 2010. Dès lors, la croissance de la population d'âge actif devrait s'avérer plus limitée à Bruxelles, soit 0,2% par an⁹. En outre, le taux d'activité parmi les 15-64 ans devrait se stabiliser à 70,4% en 2012 reflétant le ralentissement récent de la hausse du taux d'activité des femmes de plus de 50 ans et, surtout, la diminution observée depuis 2000 du taux d'activité des Bruxelloises de 25 à 49 ans, évolution clairement contraire à celle des deux autres régions. Sur base de l'ensemble de ces évolutions socio-démographiques envisagées, la population active devrait croître de 0,3% en moyenne sur la période de projection, soit une augmentation de 9.000 personnes.

⁹ Notons que la projection démographique subit actuellement une révision menée par le BFP, en concertation avec la DGSIE et plusieurs experts en démographie régionaux et universitaires. La modification des hypothèses relatives aux migrations pourrait notamment avoir un effet non-négligeable sur l'évolution attendue du taux de chômage bruxellois.

L'offre de travail sur le marché du travail bruxellois comprend non seulement celle des résidents bruxellois, mais aussi celles des navetteurs des deux autres régions. Le solde net de travailleurs entrant à Bruxelles s'élevait à 303.000 personnes en 2006, soit 45% de l'emploi intérieur. Ce solde

net devrait s'établir à près de 288.000 personnes en 2012. Il diminuerait notamment sous l'effet de la diminution des navettes de Flandre qui résulterait elle-même de la croissance de l'emploi intérieur et de la baisse du chômage attendus dans cette région.

TABLEAU 13: Population et marché du travail

	2005	2012	2005-2012	1996-2005	2006-2012
	Milliers			Croissance annuelle moyenne (%)	
1. Population totale	1 012,8	1 029,9	17,1	0,6	0,2
2. Population d'âge actif	671,6	686,1	14,5	0,8	0,3
3. Population inactive	197,1	202,8	5,8	-0,9	0,4
dont avec allocation ONEM :					
a. Interruptions de carrière à temps plein	2,0	2,2	0,2	6,3	1,2
b. Pré pensions conventionnelles à temps plein	4,4	4,1	-0,3	-5,2	-1,2
4. Population active	474,5	483,2	8,7	1,6	0,3
5. Population active occupée	367,6	395,0	27,4	1,3	1,0
a. Emploi intérieur	657,2	668,1	10,8	0,7	0,2
b. Solde frontalier	14,4	14,6	0,2	1,8	0,2
c. Solde des navettes interrégionales	-304,0	-287,6	16,4	0,1	-0,8
6. Chômage	106,9	88,2	-18,7	2,8	-2,7
a. Demandeurs d'emploi	93,8	78,7	-15,1	2,3	-2,5
b. Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	13,1	9,5	-3,6	6,9	-4,4
Taux d'emploi (5/2)	54,7	57,6	2,8	-	-
Taux d'activité (4/2)	70,7	70,4	-0,2	-	-
Taux de chômage - concept BFP (6/4)*	22,5	18,3	-4,3	-	-

* Le concept BFP du chômage inclut les chômeurs âgés dispensés de l'inscription comme demandeurs d'emploi.
Source: HERMREG.

Compte tenu de l'évolution de l'emploi intérieur, des navettes et de la population active, on s'attend à ce que l'emploi des Bruxellois augmente de 27.000 personnes et que le chômage se réduise de 19.000 unités entre 2005 et 2012. Plus précisément, avant la reprise de l'emploi intérieur en 2007 et compte tenu de l'augmentation observée du nombre de chômeurs de 2.000 unités, le taux de chômage devrait avoir atteint un maximum à 22,9% en

2006. Ensuite, bénéficiant sans doute de la reprise de la diminution du solde des navettes de la Flandre qui s'était quelque peu ralentie en 2005 et 2006, le nombre d'actifs bruxellois occupés se remettrait à croître et le taux de chômage entamerait une baisse progressive pour atteindre 18,3% en 2012. Quant au taux d'emploi, il devrait se redresser graduellement, passant de 54,1% en 2006 à 57,6% en 2012.

3.5 Conclusion

Le premier exercice de projection réalisé dans le cadre du projet HERMREG a permis récemment de répartir régionalement certains résultats des perspectives économiques 2007-2012 du BFP. Les grandes lignes qui en ressortent sont les suivantes.

Estimée à 2,4% en 2006 et 2,2% en 2007, la croissance économique bruxelloise devrait avoir bénéficié du regain de croissance économique (estimé en mai par le BFP à 3,0% et à 2,3% pour la Belgique) favorisé par un environnement international porteur. De 2008 à 2012, le scénario national prévoit un retour progressif à la croissance économique potentielle. Pour la RBC, cela signifierait un retour à une croissance du PIB légèrement plus modeste aux environs de 1,8% en moyenne. Comme par le passé, la croissance économique bruxelloise continuerait à se traduire par des gains de productivité

plus importants (+1,8% dans le secteur marchand) que dans les autres régions (+1,3%) mais par une moindre création d'emploi sur son territoire (+0,2% contre +0,9%). Néanmoins, les résidents bruxellois pourraient bénéficier de disponibilités d'emplois supplémentaires en raison de la bonne tenue du marché du travail en Flandre et de la diminution des navettes qui en découlerait.* Dès lors, dans un contexte socio-démographique marqué par une croissance ralentie de la population active, il est permis d'entrevoir une baisse du taux de chômage, jusqu'à 18% pour les cinq années à venir.

Néanmoins, afin de bénéficier de ce mouvement potentiellement favorable à moyen terme, l'inadéquation des qualifications sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale devrait continuer à faire l'objet d'une attention particulière.

* En effet, dans le modèle HERMREG, la population active occupée (l'emploi des résidents) d'une région est obtenue par l'ajout du solde des navetteurs (et des frontaliers) à l'emploi intérieur de la région. L'emploi intérieur dépend notamment du contexte économique dans la région. Quant aux navettes, elles dépendent de divers effets d'attraction (croissance économique dans la région de destination,...) ou d'émission (chômage dans la région d'origine,...). L'estimation de l'emploi des résidents ne fait donc pas intervenir d'éléments d'appariement entre l'offre (et ses caractéristiques de qualification par exemple) et la demande de travail.

4. Caractéristiques de Bruxelles

TABLEAU 14: Population : nombre d'habitants au 1^{er} janvier et taux de croissance annuel

	Belgique		RBC		Région Flamande		Région Wallonne	
	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)	(nombre)	(%)
1990	9.947.782		964.385		5.739.736		3.243.661	
2000	10.239.085		959.318		5.940.251		3.339.516	
1990-2000		0,29		-0,05		0,34		0,29
2005	10.445.852		1.006.749		6.043.161		3.395.942	
2000-2005		0,40		0,97		0,34		0,34
2006	10.511.382		1.018.804		6.078.600		3.413.978	
2005-2006		0,63		1,20		0,59		0,53
2007	10.584.534		1.031.215		6.117.440		3.435.879	
2006-2007		0,70		1,22		0,64		0,64
2010	10.595.710		1.024.644		6.116.234		3.454.832	
2007-2010		0,04		-0,21		-0,01		0,18

Source: Bureau Fédéral du Plan.

Au cours des trois dernières années, la Région bruxelloise a enregistré un taux de croissance annuel supérieur aux deux autres régions du pays. C'est la combinaison d'un solde naturel (naissances – décès) et d'un solde migratoire

(entrées - sorties) positifs et supérieurs aux deux autres régions qui expliquent cette situation. Cette tendance devrait toutefois s'inverser entre 2007 et 2010 selon les projections du Bureau Fédéral du Plan.

TABLEAU 15: Spécialisation sectorielle: Contribution à la croissance annuelle moyenne en pourcentage du total

Branche	Belgique (% croissance 1995-2005)	RBC (% croissance 1995-2005)	Belgique (2005 %)	RBC (2005 %)
Agriculture, pêche, forêt, et industries extractives	0,1%	-0,1%	0,9%	0,0%
Industrie manufacturière, énergie et construction	14,1%	7,4%	11,2%	2,9%
Commerce	15,1%	6,8%	11,2%	9,8%
Horeca	1,6%	2,1%	-0,2%	1,1%
Transports et communications	9,0%	16,1%	16,7%	15,0%
Activités financières	4,1%	15,0%	-4,0%	-16,6%
Immobilier, location et services aux entreprises	29,7%	23,3%	31,9%	35,7%
Administration publique et éducation	14,3%	20,4%	19,9%	38,0%
Santé et action sociale	9,4%	6,4%	10,6%	7,1%
Services collectifs, sociaux et personnels et services domestiques	2,6%	2,5%	1,9%	6,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée	3,6%	3,6%	3,1%	2,2%

Source: ICN, calculs propres.

La contribution sectorielle à la croissance de la valeur ajoutée (VA) entre 1995 et 2005 diffère sensiblement entre le niveau national et le niveau régional, exception faite du secteur “immobilier, location et services aux entreprises” qui est le plus important aux deux niveaux.

A Bruxelles, les secteurs qui apportent le plus à la croissance économique sur les onze dernières années disponibles sont, par ordre d'importance, les secteurs “immobilier, location et services aux entreprises”, “administration publique et éducation”, “transports et communications” et “activités financières”. Au niveau national, après le secteur “immobilier, location et services aux entreprises”,

ce sont les secteurs “commerce”, “administration publique et éducation” et “industrie manufacturière, énergie et construction” qui contribuent le plus à la croissance.

Par contre, en contribution à la croissance de 2005, les deux secteurs marchands les plus importants sont, pour Bruxelles comme pour la Belgique, le secteur “immobilier, location et services aux entreprises” et le secteur “transports et communications”. Notons que les “activités financières”, moteur de l'économie bruxelloise depuis 10 ans, ont connu un ralentissement marqué en 2005. Ceci a contribué à rendre la croissance économique bruxelloise plus faible que celle du Royaume cette année-là.

TABLEAU 16: Paradoxe du bien-être

PIB par habitant (Indices Belgique = 100)			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2005	197	99	73
Revenu moyen par habitant (Indices Belgique = 100)*			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2004**	86	107	93
2005**	86	106	93
Répartition de l'emploi bruxellois selon le domicile du travailleur (%)			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2005	46,2	34,8	19,0
2006	46,7	34,4	18,9
Déclarations de revenus en dessous de la moyenne* (Parts)			
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale	
2004**	3.575.539 (66,6%)	302.473 (67,1%)	
2005**	3.746.601 (65,2%)	356.533 (70,2%)	

* On entend par revenu le revenu net imposable.

** Année d'exercice.

Source: ICN, SPF Economie-DGSIE.

L'indice du PIB par habitant est quasiment deux fois plus élevé en Région de Bruxelles-Capitale qu'en Belgique. Dans le classement du PIB par habitant¹⁰, la Région de Bruxelles-Capitale se classe troisième des 268 régions de l'Union Européenne (UE). En revanche, si on compare cet indice au

revenu moyen par habitant, on se rend compte du paradoxe du bien-être à Bruxelles. En effet, le revenu moyen par habitant se trouve sous la moyenne flamande et wallonne. Les navetteurs constituent l'un des facteurs qui expliquent ce paradoxe du bien-être car seuls 46,7% des emplois dans

¹⁰ “Le produit intérieur brut régional dans l'Union européenne en 2004”, Statistiques en bref, Eurostat, Statistiques générales et régionales – Economie et finances, n°104/2007, septembre 2007.

la Région sont occupés par des Bruxellois. Les autres emplois bruxellois sont occupés par des Flamands (34,4%) et par des Wallons (18,9%). Un autre facteur expliquant le paradoxe provient du choix de localisation des ménages. En effet, on constate que les grandes villes exercent un pouvoir d'attraction sur les personnes plus vulnérables sur le plan social alors que les personnes plus nanties et les ménages avec enfants quittent la ville pour la périphérie ou la campagne.

Une autre dimension de ce paradoxe est l'inégalité des revenus en Région de Bruxelles-Capitale. On relève un écart important entre les habitants pauvres et riches et cette inégalité est plus forte qu'en Belgique dans son ensemble: le nombre de déclarations de revenus sous la moyenne est à Bruxelles de 70,2%, contre 65,2% pour la Belgique.

TABLEAU 17: Paradoxe du marché du travail

Part des emplois occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) *				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	36,8		51,0	
2006	37,5		51,9	
Part des personnes peu qualifiées dans le chômage (%) **				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	42,3		46,0	
2006	42,1		43,6	
Taux de chômage: total et jeunes (15-24) (%) ***				
	Belgique (total)	Belgique (jeunes)	RBC (total)	RBC (jeunes)
2005	8,5	21,5	16,5	35,0
2006	8,3	20,5	17,7	35,5
2007****	7,8	18,9	17,8	36,6

* Par enseignement supérieur, on entend formation supérieure (après études secondaires).

** Par peu qualifié, on entend niveau d'enseignement secondaire inférieur au maximum.

*** Selon le Bureau international du Travail, la définition du chômage est basée sur l'Enquête sur les forces de travail (EFT). Sont considérées comme "chômeurs" toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête) sont:

sans emploi, disponibles sur le marché de l'emploi et à la recherche active d'un emploi.

**** Moyenne du premier et du deuxième trimestre

Source: SPF Economie - DGSIE.

Les premiers chiffres de 2007, basés sur la moyenne des deux premiers trimestres de l'Enquête sur les forces de travail ne marque pas d'amélioration dans le chômage des jeunes bruxellois, contrairement aux chiffres pour le Royaume.

La situation quelque peu paradoxale sur le marché du travail bruxellois, évoquée dans nos précédentes publications, reste toujours de mise.

TABLEAU 18: Innovation et entrepreneuriat

Personnel R&D (nombre de personnes physiques)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	73 187	12 878
2003	73 629	12 752
2004	76 340	13 298
2005	78 509	13 503
Taux net de création d'entreprises *		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	0,20 %	0,22 %
2004	1,50 %	2,68 %
2005	1,86 %	3,03 %

* Le taux de création net est le rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours d'une année et le nombre total d'entreprise de l'année précédente.

Source : Eurostat (2007), Ecodata SPF Economie-DGSIE.

En Europe, la compétitivité globale potentielle repose en partie sur un environnement entrepreneurial et technologique favorable. A cet égard, la recherche et la création d'entreprise sont déterminantes.

En ce qui concerne la recherche et le développement (R-D), la Région de Bruxelles-Capitale dispose d'importants centres de recherche universitaires et de sièges sociaux d'entreprises actives en R-D. A Bruxelles, on comptait 13.503 employés en 2007 dans les activités de R-D, tous secteurs d'exécution et de financement confondus. La région représentait ainsi quelque 17% de la population totale travaillant dans ce secteur en Belgique. On constate (tableau 18) que malgré une

légère diminution en 2003, le taux de croissance à Bruxelles et en Belgique est globalement positif. Néanmoins, en 2005 la croissance du nombre de personnes s'est élevé à 1,5% à Bruxelles contre 2,8% en Belgique.

Au niveau de la dynamique d'entreprises, au cours de la période 1999-2003, le nombre d'entreprises actives, en Région de Bruxelles-Capitale, a continuellement baissé. Toutefois, on constate une relance amorcée en 2004 qui se prolonge en 2005 où le taux de création net est largement supérieur en région bruxelloise qu'au niveau national, marquant ainsi une dynamique plus prononcée du processus création-destruction qu'en moyenne dans le pays.

TABLEAU 19: Marché immobilier, infrastructure et qualité de vie

Prix des bureaux *, euro/m ² /année (croissance par rapport au trimestre précédent)			
	Londres (City)	Amsterdam	RBC
2007 - 3 ^{ème} trimestre	1 090 (1,6%)	330 (0,0%)	300 (0,0%)
Coût annuel d'occupation d'une surface dans la principale rue commerçante (euro/m ² /année)			
	Londres	Amsterdam	RBC
2007	6 498	2 000	1 580
Taux de disponibilité marché du bureau **			
	Europe	Amsterdam	RBC
2007 - 3 ^{ème} trimestre	7,7 (7,6%)	13,1 (13,3%)	9,5(9,6%)
Place dans classement européen en terme d'accessibilité des transports ***			
	Londres	Amsterdam	RBC
2006	1	4	5
2007	1	4	5
Place dans le classement en terme de qualité de vie ****			
	Londres	Amsterdam	RBC
2006	39	13	14
2007	39	13	14

*Il s'agit ici du "prime rent": loyer que l'on peut demander sur le marché ouvert pour un logement haut de gamme, qui fait au moins de 500m².

** Le taux de disponibilité est exprimé comme la proportion entre le nombre de m³ d'espaces de bureau non-loués et le nombre total de m² d'espaces bureaux. Pour l'Europe, 2^{ème} trimestre 2007.

*** Indice composé de 24 villes et réalisé par Cushman & Wakefield.

****Classement réalisé par Mercer Human Resource Consulting (2007)

Source: Jones Lang LaSalle (2007), Cushman & Wakefield (2007), European Cities Monitor 2007.

A Bruxelles, les prix des bureaux en location ont connu une stabilité au cours du troisième trimestre 2007. Londres et Amsterdam ont connu une évolution similaire. En ce qui concerne le taux de disponibilité, Bruxelles enregistre une baisse continue depuis deux trimestres. Son niveau actuel est ainsi le plus bas depuis 2003.

Pour les loyers des surfaces commerciales dans la principale rue commerçante, Bruxelles se positionne relativement bien avec des loyers avoisinant les 1580 €/m²/an, selon le dernier rapport de

Cushman et Wakefield¹¹. Les grandes capitales européennes et internationales arrivent devant avec en tête New-York (11 983 €/m²/an). Comme en 2006, en termes d'accessibilité au transport, Bruxelles occupe la cinquième place sur 30 grandes villes européennes selon l'European Cities Monitor (Cushman & Wakefield 2007). De plus, Bruxelles se positionne en quatorzième position, juste derrière Amsterdam, dans le classement mondial sur la qualité de vie pour les expatriés réalisé par le cabinet Mercer Human Consulting.

11 Main Streets across the world 2007, Cushman & Wakefield Research.

TABLEAU 20: Fonction centrale (2005)

RBC	Région flamande	Brabant flamand	Région wallonne	Brabant wallon	Belgique
PIB par habitant (indice Belgique = 100)					
196,9	99,1	104,6	72,6	97,3	100,0
PIB par travailleur (indice Belgique = 100)					
122,0	99,7	109,5	87,9	110,5	100,0

Source: ICN, calculs propres.

A Bruxelles-Capitale, le PIB représente 20% des activités de la Belgique alors que seul 10% de la population vit dans la région. De plus, Bruxelles concentre une activité à haute valeur ajoutée. En effet, comme le montre le tableau 20, le PIB par travailleur est le plus élevé de Belgique. Par

ailleurs, cette fonction centrale de la Capitale s'étend à la périphérie. Durant la décennie écoulée, la croissance de la valeur ajoutée brute a pratiquement toujours été plus forte dans la périphérie bruxelloise que dans la Région elle-même.

Liste des tableaux

TABLEAU 1:	Evolution du cours de change du dollar US par rapport à l'Euro	10
TABLEAU 2:	Taux de croissance annuelle du PIB en volume : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'UE-15	12
TABLEAU 3:	Evolution de l'indice des prix à la consommation	14
TABLEAU 4:	Emploi intérieur total (% de croissance par an)	17
TABLEAU 5:	Comparaison du taux d'emploi en % de la population de 15 à 64 ans	18
TABLEAU 6:	Nombre total de demandeurs d'emploi inoccupés	19
TABLEAU 7:	Taux de chômage (chiffre administratif)	20
TABLEAU 8:	Taux de chômage (données d'enquête)	20
TABLEAU 9:	Emploi en Région bruxelloise par région d'origine des travailleurs (données d'enquête)	20
TABLEAU 10:	Evolution des dépenses de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	21
TABLEAU 11:	Croissance annuelle moyenne des principaux agrégats en volume (en %)	26
TABLEAU 12:	Valeur ajoutée et emploi par branche	27
TABLEAU 13:	Population et marché du travail	29
TABLEAU 14:	Démographie : nombre d'habitants au 1er janvier et taux de croissance annuel moyen	31
TABLEAU 15:	Spécialisation sectorielle: Contribution à la croissance annuelle moyenne en pourcentage du total	31
TABLEAU 16:	Paradoxe du bien-être	32
TABLEAU 17:	Paradoxe du marché du travail	33
TABLEAU 18:	Innovation et entrepreneuriat	34
TABLEAU 19:	Marché immobilier, infrastructure et qualité de vie	35
TABLEAU 20:	Fonction centrale (2005)	36

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1:	Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale	6
GRAPHIQUE 2:	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale	7
GRAPHIQUE 3:	Evolution du commerce mondial en termes réels 1996-2007	8
GRAPHIQUE 4:	Evolution trimestrielle du PIB en euros chaînés	9
GRAPHIQUE 5:	Evolution du prix du pétrole brut	11
GRAPHIQUE 6:	Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie et en Belgique	13
GRAPHIQUE 7:	Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	15
GRAPHIQUE 8:	Enquête sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière et la construction en RBC	16
GRAPHIQUE 9:	Enquête sur la conjoncture dans les services aux entreprises en RBC	17
GRAPHIQUE 10:	Evolution de l'emploi intérieur	18
GRAPHIQUE 11:	Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)	19
GRAPHIQUE 12:	Evolution des concentrations moyennes en NO ₂ relativement à la future norme européenne - station de Molenbeek (1994-2007)	22
GRAPHIQUE 13:	Profil hebdomadaire normalisé des concentrations en dioxyde d'azote (NO ₂) et particules fines (PM ₁₀) - Moyenne sur 3 postes de mesure (Molenbeek, Parc Meudon et Woluwé) et sur 3 périodes hivernales (octobre-mars 2001/2002, 2002/2003 et 2003/2004)	23
GRAPHIQUE 14:	Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale de 1990 à 2005 (en ktonnes d'équivalents CO ₂)	24